

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 13 mai 2026 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°901 ■

**MALGRÉ LES GRANDS
TROUBLES GÉOPOLITIQUES
QUE CONNAÎT LE MONDE**

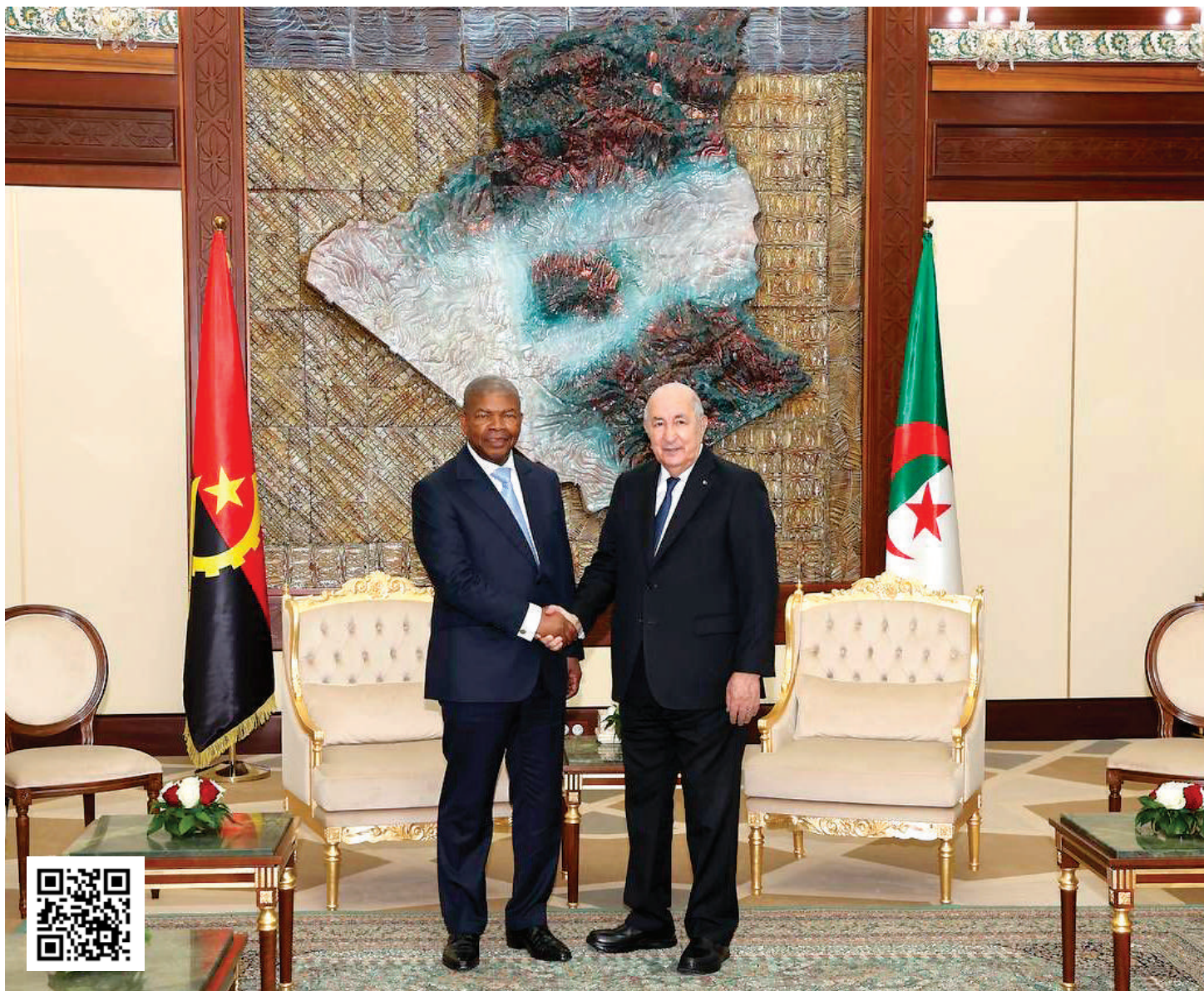
**Chanegriha:
«L'Algérie demeure
forte et résiliente»**

P 16

PLUSIEURS ACCORDS ET MÉMORANDUMS
D'ENTENTE SIGNÉS

La coopération algéro-angolaise renforcée

La visite d'État qu'effectue en Algérie le président de la République d'Angola, João Lourenço, ouvre une nouvelle étape stratégique dans les relations algéro-angolaises. À l'issue des entretiens ayant réuni lundi le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et son homologue angolais au siège de la Présidence de la République, les deux chefs d'État ont coprésidé la cérémonie de signature de plusieurs accords et mémorandums d'entente couvrant des secteurs stratégiques, traduisant la volonté commune de hisser la coopération bilatérale au rang de partenariat stratégique global. P 3



LE PRÉSIDENT DE
L'ANEXAL, TAREK
BOULMERKA, L'A
SOULIGNÉ

**« L'offensive
commerciale
algérienne
en Mauritanie porte
ses fruits »**

La 8e édition de la Foire des produits et services algériens à Nouakchott, en Mauritanie, s'est achevée sur une note particulièrement positive, confirmant l'intérêt grandissant des marchés africains pour le produit algérien.

P 2

FACE AUX MUTATIONS
ÉCONOMIQUES
ET À LA MULTIPLICATION
DES SINISTRES

**Les assureurs
appelés à
moderniser
leurs mécanismes**

Le Président-directeur général de la Compagnie algérienne des assurances (CAAT), Nacer Sais, a plaidé pour une modernisation des mécanismes d'assurance afin d'accompagner les mutations économiques et les nouveaux risques auxquels sont confrontées les entreprises, soulignant la nécessité de renforcer les dispositifs de protection des investisseurs et des dirigeants d'entreprises.

P 5

POUR LE QUATRIÈME
MOIS CONSÉCUTIF

**L'Algérie, deuxième
fournisseur de gaz
de l'Espagne**

L'Algérie a conservé, pour le quatrième mois consécutif, sa place de deuxième fournisseur de gaz de l'Espagne, derrière les États-Unis, dans un contexte marqué par une baisse sensible des importations espagnoles de gaz durant le mois d'avril 2026. Les exportations algériennes vers le marché espagnol ont atteint 9,79 térawattheures (TWh), représentant 34,1 % des approvisionnements gaziers de l'Espagne.

P 3

SAISON ESTIVALE 2026

**Un programme d'action
intégré déployé à travers
différentes wilayas** P 2

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

**Le ministre souligne la
nécessité d'un
approvisionnement régulier
du marché en médicaments** P 16

CONSTANTINE

**Ouverture du 1^{er} Salon
national du fromage et des
dérivés du lait avec la
participation de 25
exposants** P 6

PROJET DE PLATEFORME
NATIONALE DES
SERVICES NUMÉRIQUES
**Succès des essais de
terrain et lancement
imminent de la phase
d'exploitation**

La ministre, Haut-commissaire à la numérisation, Mme Meriem Benmouloud, a mis en avant, lundi à Alger, le succès des essais de terrain de la plateforme nationale des services numériques, annonçant par la même occasion l'achèvement imminent de la phase d'exploitation de cette plateforme nationale, appelée à constituer un "guichet unique" des services publics destinés aux citoyens et aux entreprises. Dans une déclaration à la presse en marge d'une journée d'information consacrée au renforcement de l'efficacité du guichet unique, organisée par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Mme Benmouloud a précisé que le projet de plateforme, baptisée "Dzair Digital Services", a franchi toutes les étapes de conception, de développement et de vérification, ainsi que les tests de cybersécurité menés en coordination avec les services spécialisés relevant du ministère de la Défense nationale, notamment l'Agence de sécurité des systèmes d'information (ASSI), avec la participation d'experts en sécurité cybernétique. Concernant les essais de terrain, la ministre a indiqué que les deux phases pilotes, organisées entre mars et avril, ont concerné sept (7) secteurs ministériels, précisant que les services ont été testés directement avec les citoyens au sein de sites pilotes, avec la participation de plus de 1.700 citoyens à ces essais. Les citoyens ayant testé la plateforme ont largement salué l'expérience, dans la mesure où elle leur a permis d'obtenir des documents et d'accéder à des services via le téléphone portable ou l'ordinateur, sans avoir à se déplacer vers les administrations, a-t-elle ajouté. Mme Benmouloud a rappelé que la plateforme numérique nationale a été conçue et développée par le Haut-commissariat à la numérisation dans le but d'offrir une "destination numérique unifiée" permettant l'accès aux différents services publics à travers une plateforme unique, pour remplacer les multiples plateformes sectorielles. Elle a également souligné que l'Algérie compte déjà plusieurs plateformes numériques performantes destinées aux citoyens et aux entreprises, ce qui a motivé le lancement du projet de la plateforme nationale afin de regrouper les différents services numériques gouvernementaux dans un espace unifié couvrant notamment les services de l'état civil, de la justice, de la santé, de la conservation foncière et de la solidarité nationale, entre autres. La ministre a fait savoir que la plateforme propose, dans un premier temps, 52 services numériques, précisant que de nouveaux services seront ajoutés progressivement, à l'instar de la fiche familiale et du certificat de résidence.

R E.

LE PRÉSIDENT DE L'ANEXAL, TAREK BOULMERKA, L'A SOULIGNÉ
**«L'offensive commerciale algérienne
en Mauritanie porte ses fruits»**

La 8e édition de la Foire des produits et services algériens à Nouakchott, en Mauritanie, s'est achevée sur une note particulièrement positive, confirmant l'intérêt grandissant des marchés africains pour le produit algérien.

Par Réda Hadi

Invité de la radio nationale "Chaîne 3", le président de l'Association nationale des exportateurs algériens (ANEXAL), Tarek Boulmerka, a dressé un bilan jugé « très encourageant » de cette manifestation économique devenue, au fil des années, un rendez-vous incontournable pour les exportateurs algériens. Selon lui, cette édition a constitué « un véritable boom » aussi bien pour les opérateurs algériens que pour les partenaires mauritaniens. Pas moins de 350 exposants algériens ont participé à cet événement, représentant une grande diversité de filières et de produits destinés aussi bien à l'exposition qu'à la commercialisation directe. L'engouement observé durant toute la durée de la foire a particulièrement marqué les participants. « Les Mauritaniens ont répondu massivement présents et se sont montrés très intéressés par la qualité des produits algériens », a souligné M. Boulmerka, mettant également en avant la qualité de l'organisation et la bonne gestion logistique d'un événement de cette ampleur. Parmi les neuf filières représentées, l'agroalimentaire s'est imposé comme le secteur phare de cette édition. Les produits alimentaires algériens ont connu un important succès auprès des consommateurs et des importateurs mauritaniens. D'autres secteurs ont également attiré l'attention, notamment l'électroménager, les produits d'entretien ainsi que la chaussure,

dont les ventes ont été particulièrement dynamiques. Cette forte présence des produits algériens sur le marché mauritanien a donné lieu à la signature de nombreux accords commerciaux entre entreprises des deux pays. Dès les premiers jours de la foire, plusieurs protocoles d'accord ont été conclus dans divers domaines d'activité. Selon les chiffres avancés par le président de l'ANEXAL, près de 60 protocoles d'accord auraient été signés à l'issue de la manifestation. Ces accords concernent aussi bien les échanges commerciaux que les perspectives de partenariat entre entreprises algériennes et mauritaniennes. Par ailleurs, a-t-il précisé, les rencontres B2B organisées en marge de la foire ont permis aux opérateurs économiques des deux pays d'échanger directement sur les opportunités de coopération. Les importateurs mauritaniens ont exprimé un intérêt croissant pour les produits algériens, considérés comme compétitifs aussi bien en termes de qualité que de prix. Toutefois, les partenaires mauritaniens ont insisté sur une problématique jugée essentielle : la logistique. Selon M. Boulmerka, les importateurs souhaitent surtout obtenir des garanties concernant les délais de livraison. « Ils veulent savoir exactement quand la marchandise arrivera », a-t-il expliqué. Actuellement, l'acheminement des marchandises par route peut prendre entre sept et huit jours. Une durée que les opérateurs souhaitent voir réduite afin de renforcer la compétitivité

du produit algérien face à la concurrence européenne et asiatique. Dans ce contexte, le président de l'ANEXAL a mis en avant l'importance stratégique des projets d'infrastructures en cours, notamment l'amélioration des liaisons routières reliant l'Algérie à la Mauritanie. Il a également salué les efforts des entreprises de transport et de logistique algériennes mobilisées pour assurer l'acheminement des produits exposés lors de cette foire. Au-delà des échanges commerciaux classiques, cette édition a également permis d'identifier de nouvelles pistes de coopération entre les deux pays. Les discussions ont notamment porté sur les secteurs de la pêche, de l'aquaculture et des matériaux de construction. Les opérateurs mauritaniens ont exprimé leur intérêt pour l'importation de produits algériens liés au ciment et au clinker, un marché en pleine expansion dans ce pays en développement. D'après M. Boulmerka, plusieurs investisseurs mauritaniens envisagent même des projets d'installation industrielle dans ce domaine. Les discussions ont aussi concerné les possibilités d'importation de poisson mauritanien vers l'Algérie, ainsi que d'autres formes de coopération dans le secteur agroalimentaire. Enfin, le président de l'ANEXAL a rappelé que les marchés africains représentent aujourd'hui une opportunité stratégique pour l'économie nationale. Selon lui, l'Algérie doit profiter de la dynamique actuelle pour renforcer durablement sa présence commerciale sur le continent.

SAISON ESTIVALE 2026

**Un programme d'action intégré déployé à travers
différentes wilayas**

Les autorités locales à travers différentes wilayas du pays ont entamé la mise en œuvre d'un programme d'action intégré visant à assurer les meilleures conditions d'accueil des citoyens et à mener à bien la saison estivale 2026, en application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a indiqué, hier, un communiqué du ministère. "Dans le cadre des préparatifs en cours pour la saison estivale 2026, et en application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, données lors de la dernière réunion de coordination avec les walis, relatives à la nécessité d'assurer la pleine disposition des structures et des services destinés aux estivants, les autorités locales à travers différentes wilayas du pays ont entamé la mise en œuvre d'un programme d'action intégré visant à assurer les meilleures conditions pour l'accueil des citoyens et à mener à bien la saison estivale". Ainsi, "des réunions de coordination péri-

diques sont tenues pour suivre l'état d'avancement des préparatifs et évaluer la mise en œuvre des mesures tracées, avec intensification des sorties de terrain, afin d'inspecter les projets d'aménagement des façades maritimes et des plages, notamment en ce qui a trait au pavage, à l'éclairage public, aux trottoirs, à l'aménagement des espaces réservés aux estivants, à l'accélération des opérations de nettoyage des plages et à l'enlèvement des déchets ménagers et inertes, avec renforcement des équipes d'hygiène et des moyens matériels dédiés à cet effet". Les autorités locales veillent "à organiser des campagnes de sensibilisation au profit des citoyens sur la prévention contre les incendies de forêts, les risques de la baignade dans les plages non surveillées et la préservation de l'environnement côtier", outre "le renforcement de la couverture sécuritaire à travers l'intensification de la présence des différents services de sécurité et des agents de la Protection civile au niveau des plages et des espaces touristiques" ainsi que "la lutte contre

les différents aspects d'exploitation illicite des plages et le commerce anarchique" avec "l'organisation des parkings et des entrées des plages pour faciliter la circulation des estivants", indique le communiqué. Le programme prévoit également "la réhabilitation et la maintenance des piscines, des auberges de jeunes, des camps d'été et des espaces de loisirs avec la garantie des conditions de confort et de sécurité aux bénéficiaires", en sus du "contrôle de l'état de préparation des établissements hôteliers et touristiques pour s'assurer du respect des conditions d'hygiène et de la qualité des services fournis". Il concerne aussi "l'aménagement des espaces forestiers et des forêts de loisirs et leur équipement en structures nécessaires pour accueillir les familles et les estivants", ainsi que "l'élaboration d'un programme culturel, artistique et de loisirs diversifié englobant les différents activités estivales au profit des familles, des jeunes et des enfants".

R E.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PLUSIEURS ACCORDS ET MÉMORANDUMS D'ENTENTE SIGNÉS

La coopération algéro-angolaise renforcée

La visite d'État qu'effectue en Algérie le président de la République d'Angola, João Lourenço, ouvre une nouvelle étape stratégique dans les relations algéro-angolaises. À l'issue des entretiens ayant réuni lundi le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et son homologue angolais au siège de la Présidence de la République, les deux chefs d'État ont coprésidé la cérémonie de signature de plusieurs accords et mémorandums d'entente couvrant des secteurs stratégiques, traduisant la volonté commune de hisser la coopération bilatérale au rang de partenariat stratégique global.

Par Selma R.

Les accords signés portent notamment sur les hydrocarbures, l'investissement, la formation professionnelle, les ressources en eau, les télécommunications, l'enseignement supérieur, la recherche scientifique, l'industrie pharmaceutique, les mines, le transport aérien ainsi que la santé animale. Un mémorandum d'entente a également été conclu entre l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) et l'Agence angolaise de promotion des investissements privés et des exportations (AIPEX). Les deux pays ont, en outre, procédé à la signature d'un accord portant création d'un Conseil d'affaires conjoint destiné à encourager les partenariats entre les opérateurs économiques algériens et angolais. Dans une déclaration conjointe à la presse, le président Abdelmadjid Tebboune a indiqué que cette visite avait permis de « passer en revue l'état de la coopération bilatérale entre les deux pays et les perspectives de son développement », soulignant que les entretiens ont été « riches » et ont permis de réaffirmer « la volonté politique de poser les bases d'un partenariat stratégique global ». Le président de la République a rappelé que les relations entre Alger et Luanda reposent sur « des relations historiques remontant à la lutte commune pour se libérer du colonialisme », affirmant que cette mémoire partagée continue de nourrir une convergence politique et économique entre les deux pays. Abdelmadjid Tebboune a également mis l'accent sur les secteurs prioritaires appelés à structurer cette nouvelle

dynamique de coopération. « Il a été convenu d'intensifier la coopération dans les secteurs des hydrocarbures, de l'agriculture, de l'industrie pharmaceutique, de la numérisation, des énergies renouvelables, de la santé et de la formation », a-t-il déclaré, précisant que les deux parties ont convenu de développer les échanges d'experts à travers la commission mixte bilatérale et le nouveau Conseil d'affaires conjoint. Selon le président de la République, ce Conseil d'affaires devra constituer « un espace permanent d'encouragement du partenariat entre les acteurs économiques », dans un contexte marqué par la volonté des deux pays de renforcer les échanges intra-africains et de soutenir l'intégration économique continentale. Le chef de l'État a, par ailleurs, réaffirmé « la disposition de l'Algérie à soutenir les efforts de développement en Angola, notamment en matière de formation des cadres », rappelant l'importance accordée par Alger à la coopération Sud-Sud et au transfert de compétences au profit des pays africains.

Alger et Luanda misent sur un partenariat énergétique renforcé

De son côté, le président angolais João Lourenço a souligné que l'Algérie et l'Angola disposent d'atouts leur permettant de contribuer « de manière significative » au développement du continent africain. « Nous souhaitons explorer toutes les opportunités qu'offrent nos deux pays, sans exception aucune », a-t-il affirmé, estimant que les deux États peuvent jouer un rôle majeur « notamment dans les secteurs de l'énergie, de

l'industrie et des infrastructures ». Le président angolais a relevé que les discussions avec son homologue algérien ont porté sur « les différents aspects de la coopération bilatérale » et ont été sanctionnées par la signature de « 11 accords de coopération qui aiguilleront notre trajectoire à l'avenir ». João Lourenço a également tenu à rappeler le soutien apporté par l'Algérie à son pays dès les premières années de l'indépendance angolaise. « Nous nous souvenons encore que les premiers ingénieurs et cadres du secteur de l'énergie ont été formés ici, en Algérie », a-t-il déclaré, précisant que plusieurs d'entre eux occupent encore aujourd'hui des postes de responsabilité au sein de la compagnie nationale angolaise Sonangol. Le chef de l'État angolais a insisté sur l'importance stratégique de la coopération énergétique entre Alger et Luanda, mettant en avant les échanges d'expertise entre Sonangol et Sonatrach. Dans son discours prononcé mardi devant les deux chambres du Parlement réunies en session extraordinaire au Palais des Nations, il a d'ailleurs affirmé que « grâce au soutien de l'Algérie, l'Angola a développé ses capacités dans le domaine des hydrocarbures ». João Lourenço a également plaidé pour une coopération africaine fondée sur la valorisation locale des ressources naturelles et l'industrialisation du continent. « L'Afrique doit compter sur ses propres ressources pour assurer son industrialisation et son développement », a-t-il soutenu, appelant à renforcer les mécanismes économiques africains, notamment à travers la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

POUR LE QUATRIÈME MOIS CONSÉCUTIF

L'Algérie, deuxième fournisseur de gaz de l'Espagne

Par S. R.

L'Algérie a conservé, pour le quatrième mois consécutif, sa place de deuxième fournisseur de gaz de l'Espagne, derrière les États-Unis, dans un contexte marqué par une baisse sensible des importations espagnoles de gaz durant le mois d'avril 2026. Les exportations algériennes vers le marché espagnol ont atteint 9,79 térawattheures (TWh), représentant 34,1 % des approvisionnements gaziers de l'Espagne. Cette performance intervient alors que les importations globales de gaz de l'Espagne, incluant le gaz naturel et le gaz naturel liquéfié (GNL), ont reculé de 23,7 % sur une base mensuelle, enregistrant leur plus forte baisse depuis le début de l'année. Les volumes importés sont ainsi passés de 37,63 TWh en mars

2026 à 28,73 TWh en avril dernier. Malgré ce repli général du marché espagnol, l'Algérie maintient sa position parmi les principaux partenaires énergétiques de Madrid grâce aux livraisons de gaz naturel par gazoduc. Toutefois, les données montrent un léger recul des exportations algériennes comparativement au mois précédent, où elles avaient atteint 11,37 TWh. Sur une base annuelle, les exportations algériennes demeurent relativement stables par rapport aux 9,87 TWh enregistrés en avril 2025, a indiqué le dernier rapport de la plateforme spécialisée « Attaqa.net ». Ce même rapport précise également que les cargaisons de gaz naturel liquéfié algérien vers l'Espagne ont de nouveau été interrompues, et ce pour la quatrième fois depuis décembre 2025. Les exportations algériennes vers le marché espa-

gnol reposent ainsi exclusivement sur le gaz acheminé par pipeline. Les États-Unis continuent, de leur côté, de dominer le marché espagnol avec 10,07 TWh de GNL exportés en avril 2026, soit 35,1 % des importations totales de gaz de l'Espagne. Bien que Washington conserve la première place, les volumes américains ont également reculé par rapport aux 11,94 TWh enregistrés en mars dernier et aux 14,46 TWh d'avril 2025. La Russie s'est classée troisième fournisseur de gaz de l'Espagne avec 4,39 TWh de GNL, représentant 15,3 % du marché, mais ses exportations ont fortement chuté par rapport aux 9,8 TWh du mois précédent. Le Nigeria occupe la quatrième place avec 3,04 TWh, devant le Portugal, qui a fourni 1,034 TWh de gaz naturel.

Les données révèlent également une diversification progressive des sources d'approvisionnement espagnoles avec l'apparition de nouveaux fournisseurs africains. La Mauritanie, qui a commencé ses exportations vers l'Espagne en février 2026 à partir du champ gazier « Grand Tortue Ahmeyim » partagé avec le Sénégal, a livré 0,088 TWh en avril. La Guinée équatoriale figure également pour la première fois parmi les fournisseurs du marché espagnol avec 0,129 TWh. Par ailleurs, les importations espagnoles de gaz restent dominées par le GNL, qui représente 65,3 % des volumes importés en avril 2026, contre 34,7 % pour le gaz naturel acheminé par gazoduc. Les stocks gaziers espagnols ont, quant à eux, diminué de 7,3 % sur un an, avec un taux de remplissage estimé à 64 %.

HYDROCARBURES OFFSHORE L'Algérie dispose d'un dispositif réglementaire et fiscal "très attractif"

Le président de l'Agence nationale de valorisation et de promotion des hydrocarbures (Alnaft), Samir Bekhti a mis en avant, lundi à Alger, le potentiel de l'Algérie et ses atouts considérables dans le domaine des hydrocarbures offshore, relevant le dispositif réglementaire et fiscal "très attractif" en vigueur et qui permet, à terme, d'arriver à une exploitation optimale des ressources dans ce segment. Intervenant lors d'une rencontre internationale organisée par Alnaft en partenariat avec l'Association européenne des géoscientifiques et ingénieurs (EAGE) autour des enjeux stratégiques de l'exploration offshore et de l'optimisation de la récupération des hydrocarbures, M. Bekhti a insisté sur la volonté de l'agence de collaborer étroitement avec les partenaires et investisseurs potentiels afin de préparer les opportunités offshore pour le marché. "Notre écosystème est prêt", a-t-il affirmé, lors de cette conférence technique de trois jours, ajoutant que les nouvelles technologies permettent désormais d'envisager l'exploitation de ces ressources avec confiance. Mettant en avant les "atouts considérables" de l'Algérie dans le domaines des ressources en hydrocarbures offshore, M. Bekhti que indiqué que cela tient de sa "position stratégique" entre l'Afrique, l'Europe et le Moyen-Orient, mais aussi de son "expertise historique reconnue, d'un vaste domaine minier encore largement sous-exploité, ainsi que d'un potentiel significatif aussi bien dans les bassins conventionnels que dans les nouvelles frontières offshore". Il a également insisté sur la volonté de l'agence de collaborer étroitement avec les partenaires et investisseurs potentiels afin de préparer les opportunités existantes dans le domaine de l'offshore pour le marché et l'investissement. De son côté, le représentant de l'Agence de régulation des hydrocarbures (ARH), Yahia Benchabane a indiqué que les autorités algériennes œuvrent à garantir une activité respectueuse de l'environnement, soulignant que l'Algérie propose une régulation flexible offrant de bonnes perspectives en matière de sécurité et de flexibilité opérationnelle. Pour sa part, le représentant de TotalEnergies, Moufidi Chikh a insisté sur la nécessité de "revenir aux fondamentaux" afin de réduire les incertitudes en transformant les données disponibles en valeur concrète, relevant que la technologie constitue un élément clé du développement offshore, et que les infrastructures énergétiques et les pipelines représentent un avantage stratégique majeur pour l'Algérie.

R. E.

MÉDÉA

Des points de collecte de peaux de moutons fixés en prévision de l’Aid-El-Adha

Des points de collecte des peaux de moutons à travers les communes de la wilaya de Médéa ont été fixés par la Direction locale de l'industrie en prévision du sacrifice de l'Aid El-Adha, a-t-on appris, mardi, auprès de cette structure. Une liste comprenant plus de 140 points de collecte de peaux de moutons a été élaborée dans le cadre des préparatifs de l'opération de collecte et de valorisation de cette matière première qui contribue à la promotion de l'industrie du cuir, a-t-on fait savoir. La liste complète et détaillée des sites et points de collecte des peaux de moutons a été publiée sur le compte officiel de la wilaya de Médéa et de la direction de l'industrie en vue d'informer les citoyens sur les lieux réservés au dépôt des peaux et faciliter les opérations de collecte, a-t-on indiqué. En plus des parcs communaux, des points de collecte fixes sont prévus au niveau des quartiers et des cités pour permettre aux habitants de déposer les peaux de mouton destinés à la récupération. La Direction de l'industrie invite, dans ce contexte, les citoyens à suivre certaines mesures de précaution pour éviter la dégradation des peaux en procédant soigneusement au nettoyage et au salage des peaux, a-t-on conclu.

APS

CONSTANTINE

Des guichets itinérants pour informer les agriculteurs sur les nouveaux services numériques de la CASNOS

Des guichets itinérants de proximité, destinés à sensibiliser et à informer les agriculteurs sur les nouveaux services numériques offerts par l'agence de Constantine de la caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS), sillonnent depuis mardi les zones rurales de la wilaya. L'initiative s'inscrit dans le cadre d'une vaste campagne d'information et d'orientation lancée en coordination avec la chambre de l'agriculture de wilaya, a indiqué, à l'APS, le directeur de l'agence CASNOS de la wilaya de Constantine, Yahia Hadji. Ces guichets itinérants s'inscrivent également dans le cadre d'un accord de partenariat signé entre la CASNOS et la chambre de wilaya de

l'agriculture visant à simplifier les procédures d'accès à la couverture sociale et sanitaire et à rapprocher les services des citoyens des zones agricoles éloignées, a précisé la même source. Dans le même cadre, des ateliers d'information et des rencontres d'orientation sont prévus tout au long du mois de mai à travers, notamment les communes de Ben Badis, d'Ibn Ziad et d'Ouled Rahmoune, d'Ain Smara et d'Ain Abid et de Zighoud Youcef, a-t-il ajouté. L'opération est destinée à accompagner les agriculteurs, au regard de la nature de leur activité, faire connaître les différentes plateformes électroniques de la CASNOS, a encore précisé, M. Hadji.

APS

CLÔTURE DE LA FOIRE DES PRODUITS ALGÉRIENS À NOUAKCHOTT

Signature de 70 accords dans les domaines du commerce, des transports et de l’exportation

La 8e édition de la Foire des produits et services algériens à Nouakchott (Mauritanie) a pris fin, lundi, avec la signature de 70 accords dans les domaines du commerce, des transports et de l'exportation, indique un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations. La Foire, organisée du 5 au 11 mai, a réalisé d'importants résultats économiques et commerciaux", avec la conclusion de 70 accords, "contribuant à la promotion des exportations algériennes et au renforcement du partenariat économique algéro-mauritanien", précise la même source. Le dernier jour de cet événement économique a été marqué par la signature de 18 accords dans les domaines du commerce, des transports et de l'exportation, dont un

accord avec Air Algérie Cargo, des filiales du Groupe algérien de transport maritime (GATMA) et une entreprise algérienne de transport maritime de marchandises, portant sur l'exportation et l'acheminement de 500.000 tonnes de ciment vers la Mauritanie pour une valeur globale estimée à 50 millions de dollars. Cet accord témoigne du "développement des capacités d'exportation de l'Algérie" et du "renforcement de la présence du produit national sur le marché mauritanien", ajoute la même source. Dans le secteur de la santé, des accords relatifs au tourisme médical ont également été signés afin de renforcer la coopération entre des établissements de santé algériens et des opérateurs mauritaniens, dans le but de développer les services de soins et d'accueillir

des citoyens mauritaniens dans les établissements hospitaliers algériens. Les accords ont également concerné le domaine de l'innovation et des services, à travers des partenariats impliquant des start-up algériennes opérant dans le secteur agricole, visant à développer des solutions technologiques et des services intelligents et à renforcer la coopération technique et l'échange d'expertises entre les deux pays. Dans le domaine du tourisme, un accord a été signé en vue de renforcer la promotion touristique et de développer le partenariat entre les opérateurs du secteur, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives de coopération et d'investissement entre l'Algérie et la Mauritanie.

R E.

PROJET DE CENTRALE ÉLECTRIQUE DE 40 MÉGAWATTS

Le Premier ministre tchadien reçoit une délégation de Sonelgaz

Le Premier ministre de la République du Tchad, M. Allah-Maye Halina, a reçu une délégation d'experts du groupe Sonelgaz, actuellement en mission à N'Djamena dans le cadre du lancement de la phase préparatoire d'un projet de réalisation d'une centrale de production d'électricité d'une capacité de 40 mégawatts, a indiqué dimanche un communiqué du groupe public. Cette rencontre, qui s'est déroulée en présence de plusieurs responsables du gouvernement

tchadien, ainsi que de l'ambassadeur d'Algérie au Tchad, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la coopération africaine et à promouvoir les partenariats Sud-Sud, précise le communiqué. L'audience a été l'occasion d'examiner les différents volets techniques et organisationnels du projet, qui vise à renforcer les capacités de la République du Tchad dans le domaine de la production d'énergie électrique et à améliorer l'approvisionnement en électricité, selon la même source. A cette occasion, le Premier ministre tchadien a souligné l'importance de ce projet "stratégique", saluant l'expertise dont dispose le groupe Sonelgaz dans les domaines de la production, du

transport et de la distribution de l'électricité, note le communiqué. Le responsable tchadien a également mis en avant la qualité des relations de coopération entre l'Algérie et le Tchad, notamment dans les secteurs à caractère développemental. De son côté, la délégation de Sonelgaz a réaffirmé l'engagement du groupe à concrétiser le projet "selon les plus hauts standards techniques et dans les délais impartis", reflétant ainsi la position du groupe en tant que partenaire africain dans le domaine du développement énergétique, ajoute la même source. Cette visite s'inscrit dans la nouvelle dynamique que connaissent les relations de coopération entre l'Algérie et les pays africains, notamment dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures.

R E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 12 ماي 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 12 Mai 2026

Produits		Prix du détail ¹ DA / Kg			أسعار التجزئة ² دج / كغ	
		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	60	69	50	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	89	102	75	الطماطم	
	Oignon sec	92	101	83	البصل الجاف	
	Ail sec	692	798	585	الثوم الجاف	
	Ail vert	199	228	171	الثوم الاخضر	
	Carotte	107	122	93	الجزر	
	Navet	111	124	99	اللفت	
	Petit pois	184	206	163	الجلبانة	
	Fève verte	75	85	65	الفول الاخضر	
	Courgette	140	156	124	الكوسة	
	Haricot vert	319	350	288	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	103	117	90	الخس	
Fruits frais	Orange	288	334	241	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	232	260	204	الليمون	
	Pomme locale	492	598	386	التفاح المحلي	
	Datte	487	617	358	التمر	
	Banane	460	475	444	الموز	
Produits d’origine animale	Viande bovine locale	1982	2139	1825	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	394	406	381	الدجاج	
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)	

FACE AUX MUTATIONS ÉCONOMIQUES ET À LA MULTIPLICATION DES SINISTRES

Les assureurs appelés à moderniser leurs mécanismes

Le Président-directeur général de la Compagnie algérienne des assurances (CAAT), Nacer Sais, a plaidé pour une modernisation des mécanismes d'assurance afin d'accompagner les mutations économiques et les nouveaux risques auxquels sont confrontées les entreprises, soulignant la nécessité de renforcer les dispositifs de protection des investisseurs et des dirigeants d'entreprises.

Par Zahir R.

S'exprimant lors d'une nouvelle édition du séminaire « Partner's Day », organisée sous le thème « Mutation des risques d'entreprise : anticiper les risques pour mieux sécuriser les installations industrielles », Nacer Sais a affirmé que les transformations rapides de l'environnement économique international imposent une révision profonde des approches classiques de gestion des risques. Devant un parterre de dirigeants de groupes industriels et d'experts en assurance, le PDG de la CAAT a indiqué que les grandes installations industrielles nécessitent aujourd'hui des couvertures d'assurance de plus en plus complexes, dépassant souvent les capacités des seuls assureurs nationaux. « Les grandes infrastructures industrielles mettent en jeu des capitaux extrêmement élevés. Leur couverture nécessite des prolongements vers les marchés internationaux de l'assurance et de la réassurance », a-t-il expliqué, soulignant que les assureurs algériens demeurent fortement liés aux capacités financières et aux conditions du marché mondial de l'assurance. Selon lui, ce marché international évolue désormais dans un environnement « extrêmement volatil », marqué par une multiplication des sinistres majeurs et des risques émergents qui impactent directement les politiques de couverture et les coûts d'assurance. Le PDG de la CAAT a particulièrement insisté sur les effets du changement climatique, évoquant la hausse des incendies industriels et des catastrophes naturelles telles que les tempêtes, les inondations et les feux de forêt. « Ces risques deviennent plus fréquents, plus coûteux et parfois difficiles à maîtriser même pour les assureurs et réassureurs internationaux », a-t-il averti. L'intervenant a également mis en exergue la progression rapide des cyber-risques, désormais considérés comme l'un des principaux défis pour les entreprises industrielles et les infrastructures stratégiques. « Les cyber-risques accompagnent l'évolution technologique mondiale. Leur fréquence augmente et leurs conséquences peuvent être catastrophiques aussi bien pour les entreprises que pour les économies na-

tionales », a-t-il déclaré. Abordant les tensions internationales actuelles, M. Sais a estimé que les risques géopolitiques et les conflits régionaux constituent désormais des facteurs majeurs d'instabilité économique, nécessitant de nouveaux outils de prévention et de couverture assurantielle. Le responsable a souligné que cette rencontre vise précisément à créer un espace d'échange entre assureurs, industriels et investisseurs afin de développer des solutions adaptées permettant aux entreprises d'assurer la continuité de leurs activités et de préserver leur capacité de création de valeur. Dans ce cadre, il a longuement évoqué l'importance croissante de l'assurance Responsabilité civile des mandataires sociaux (RCMS), devenue, selon lui, un outil stratégique de protection des dirigeants d'entreprises. M. Sais a expliqué que cette assurance couvre les dirigeants et mandataires sociaux contre les conséquences financières des fautes de gestion susceptibles d'être retenues dans l'exercice de leurs fonctions. « Les transformations économiques et réglementaires rendent les dirigeants davantage exposés aux risques liés à leurs décisions de gestion. Il devient indispensable de mettre en place des mécanismes de protection adaptés », a-t-il soutenu. Le PDG de la CAAT a précisé que ce type d'assurance connaît une forte progression dans les marchés développés, notamment en Amérique du Nord et en Europe, où les exigences réglementaires et les contentieux liés à la gouvernance d'entreprise se multiplient. Il a indiqué que le marché mondial de la RCMS reste largement dominé par l'Amérique du Nord, qui concentre plus de 60 % de l'activité, tandis que l'Europe représente entre 25 et 35 % du marché mondial. L'Asie-Pacifique, l'Afrique et le Moyen-Orient enregistrent, quant à eux, une progression graduelle. Selon lui, l'évolution du cadre juridique algérien devrait progressivement favoriser le développement de ce type de couverture dans les prochaines années. « Nous espérons voir émerger une distinction plus nette entre les actes relevant de la gestion et ceux relevant du pénal », a déclaré M. Sais, estimant que certaines erreurs de gestion pouvant causer des préjudices économiques ne devraient plus systé-

matiquement être assimilées à des infractions pénales. Il a considéré qu'une telle évolution juridique constituerait un signal important pour les investisseurs et les gestionnaires, en renforçant la sécurité juridique liée à l'acte d'investir. « Encourager l'investissement passe aussi par la protection des dirigeants et la clarification des responsabilités », a-t-il affirmé. De son côté, Rachid Merrouche, ingénieur en génie civil et Head Engineering Middle East & Africa chez Swiss Re, a mis en évidence le rôle stratégique de la réassurance dans un contexte mondial en profonde mutation. « La réassurance, c'est l'assurance des compagnies d'assurance », a-t-il expliqué, précisant qu'elle permet de transférer une partie des risques afin d'éviter qu'un seul assureur supporte des charges financières dépassant ses capacités. L'expert de Swiss Re a indiqué que les marchés internationaux sont confrontés à une hausse continue des sinistres catastrophiques liés notamment au changement climatique et aux nouveaux risques technologiques. Il a révélé que Swiss Re a porté, à titre d'exemple, ses réserves annuelles destinées aux catastrophes naturelles à près de 5 milliards de dollars pour les exercices 2026 et 2027, contre 2,5 à 3 milliards de dollars auparavant. Selon lui, l'essor de l'intelligence artificielle et des data centers engendre de nouveaux besoins en infrastructures énergétiques et en solutions de couverture assurantielle. « Nous assistons à une véritable révolution technologique et géopolitique qui transforme profondément les besoins en assurance et en réassurance », a-t-il déclaré, en insistant sur la nécessité d'anticiper les risques futurs et de développer des solutions innovantes afin d'accompagner les entreprises. De son côté, le PDG d'Air Algérie, Hamza Benhamouda, a relevé l'importance, pour le secteur du transport aérien, d'anticiper les différents risques auxquels il fait face, ce qui rend, a-t-il dit, l'assurance plus que jamais essentielle. Il a précisé, à ce propos, que la compagnie travaillait à adopter différents types "d'assurances modernes" afin de s'adapter à ces défis.

DJEZZY-CNR Signature d'un accord de coopération

L'entreprise Djezzy et la Caisse nationale des Retraites (CNR) ont signé un contrat-cadre de coopération visant à promouvoir l'usage des technologies numériques pour l'amélioration du service public au bénéfice des citoyens, indique mardi un communiqué de Djezzy. Le document a été signé par le Directeur général de la CNR, Hafid Adrar et le Directeur général de Djezzy, Boumediene Senouci, en présence de responsables et cadres des deux institutions, lors d'une cérémonie qui s'est déroulée lundi au siège de l'opérateur de téléphonie mobile à Dar El-Beïda, à Alger, précise la même source. A travers ce partenariat, les deux parties entendent développer leur coopération dans plusieurs domaines liés à la transformation numérique et à l'innovation technologique, ce qui permettra, notamment à la CNR de "bénéficier des solutions et services proposés par Djezzy afin de renforcer la connectivité de ses structures, moderniser ses outils de communication et accompagner la digitalisation de ses services". "Ce contrat-cadre reflète la volonté commune des deux institutions de promouvoir l'usage des technologies numériques au service de l'amélioration du service public et du renforcement de l'efficacité opérationnelle au bénéfice des citoyens", souligne le communiqué.

APS

PRISE EN CHARGE DES RETRAITÉS

Les grandes lignes d'une réforme d'envergure tracées

Par S. R.

Le directeur général de la Caisse nationale des retraites (CNR), Hafid Adrar, a dévoilé mardi, lors de son passage au Forum d'El Moudjahid, les grandes lignes d'une réforme d'envergure visant à moderniser le système national de retraite et à améliorer la prise en charge des retraités. Entre revalorisation des pensions, numérisation des procédures administratives et réflexion sur de nouveaux mécanismes de financement, le responsable a dressé les contours d'une transformation profonde appelée à toucher plus de 1,5 million de retraités à travers le pays. Au cœur des annonces figure la révision des pensions et allocations de retraite décidée par le président de la République dans le cadre de l'application de la loi 83-12 relative à la retraite. Hafid Adrar a indiqué que le montant minimum de la pension de retraite sera désormais aligné sur le Salaire

national minimum garanti (SNMG). « Le minimum de la pension passera de 20.000 dinars à 24.000 dinars par mois à compter du 1er juin 2026 », a-t-il précisé. Le directeur général de la CNR a également annoncé la revalorisation du montant minimal de l'allocation de retraite, qui passera de 15.000 à 18.000 dinars mensuels, soit l'équivalent de 75 % du minimum garanti des pensions. Selon lui, ces mesures traduisent « la volonté des pouvoirs publics d'améliorer le pouvoir d'achat des retraités et de renforcer leur protection sociale ». Hafid Adrar a souligné que cette révision concernera plus de 1,5 million de retraités, dans un contexte marqué par la recherche d'un meilleur équilibre entre justice sociale et soutenabilité financière du système national de retraite. En plus de la question des pensions, le premier responsable de la CNR a mis en avant les efforts engagés pour accélérer la modernisation administrative du secteur. Dans ce cadre, il a an-

noncé la suppression définitive de la traditionnelle « preuve de vie » sur support papier, désormais remplacée par un système numérique basé sur la reconnaissance faciale (Face ID). « Cette mesure vise à simplifier les procédures au profit des retraités, à réduire les déplacements et à lutter contre les pratiques frauduleuses », a expliqué Hafid Adrar, estimant que la numérisation constitue aujourd'hui un levier essentiel pour améliorer la qualité du service public et rapprocher l'administration des citoyens. Le responsable a également évoqué l'organisation exceptionnelle du calendrier de versement des pensions pour les mois de mai et juin 2026. Il a précisé que les pensions du mois de mai ont été versées exceptionnellement le 2 mai afin d'éviter un écart trop important avec celles du mois suivant. Les pensions de juin seront, quant à elles, versées entre le 7 et le 18 juin 2026, avant le retour au calendrier habituel, fixé entre le 15 et le 26 de chaque

mois à partir de juillet prochain. Lors de cette rencontre, Hafid Adrar est également revenu sur les défis structurels auxquels fait face le système national de retraite, notamment en matière d'équilibre financier et de pérennité des ressources. Il a confirmé l'existence d'accords bilatéraux en vigueur avec la France, la Tunisie et la Belgique, tout en révélant l'ouverture de négociations avec la Turquie, l'Égypte et la Mauritanie en vue de conclure de nouvelles conventions de sécurité sociale. Le directeur général de la CNR a enfin indiqué que des mécanismes solidaires sont actuellement à l'étude afin de diversifier les sources de financement de la caisse et de garantir la durabilité du système de retraite au profit des générations futures. « Notre objectif est d'assurer la continuité du système national de retraite tout en maintenant un niveau de protection sociale adapté aux attentes des retraités », a-t-il affirmé.

TIPASA

Raccordement prochain de 20 villages de la commune de Menaceur au gaz naturel

Une opération de raccordement au réseau du gaz naturel de 20 villages situés dans les hauteurs de la commune montagnieuse de Menaceur, à une trentaine de km au sud de Tipasa, sera prochainement lancée, à-on informé lundi auprès des services de la wilaya.

Cette opération a été décidée par le wali, Mohamed Amine Benchaoulia, à l'issue d'une visite de travail effectuée dernièrement dans la commune.

Le projet s'inscrit dans le cadre du programme de poursuite du raccordement des différentes zones montagneuses et rurales de la wilaya au réseau de gaz naturel, parallèlement au développement des autres réseaux, en application de la politique du gouvernement visant à améliorer les conditions de vie des citoyens.

Le projet, dont le cahier des charges sera élaboré prochainement par la direction de distribution de l'électricité et du gaz, ciblera les parties ouest et sud de la commune de Menaceur.

Il profitera à un bassin de population de près de 15.000 habitants répartis sur 20 villages et douars, notamment El-Kalaâ, Sidi Charef, Aârez, Akcharen, Abouith, Amdelsat, Aâtou, Haddadou, Temloul-Centre, Djdid El-Hed, Afir, Blissââ, Hammam Lethnine, Bouadjla, Ferdjonne, Bouyakoub et Mezguou, selon la même source.

APS

TIARET

Ouverture d'un nouveau bureau de poste dans la commune de Dahmouni

Un nouveau bureau de poste a été inauguré dans la commune de Dahmouni, dans la wilaya de Tiaret, a indiqué, lundi, le directeur de la poste et des télécommunications, Abdelmadjid Hamouda.

Le même responsable a souligné que cette nouvelle infrastructure, baptisée du nom du moudjahid Chouaf Ali, a été réalisée en l'espace de cinq mois, grâce à l'aménagement de quatre locaux appartenant à l'Office de promotion et de gestion immobilière, pour un coût global de 14,3 millions de dinars.

Ce bureau de poste, d'une superficie de 303 mètres carrés, dispose de quatre guichets, dont un réservé aux personnes aux besoins spécifiques. Il permettra d'assurer l'ensemble des services postaux et financiers au profit des habitants des quartiers avoisinants, notamment les cités Rabah Boutheldja et Commandant Si Zoubir, ainsi que les ensembles de logements locatifs et promotionnels de 160, 100 et 180 logements. Le bureau profitera également aux usagers de la route nationale RN 40 située à proximité.

Cette nouvelle structure a contribué à réduire la densité postale dans la commune à 9.136 habitants par bureau de poste, contre 13.705 auparavant.

Par ailleurs, deux autres bureaux de poste devraient prochainement entrer en service dans la commune de Mellakou et dans le village de Taslmat relevant de la commune de Sebaine.

Agence

CONSTANTINE

Ouverture du 1er Salon national du fromage et des dérivés du lait avec la participation de 25 exposants

Vingt-cinq exposants issus de plusieurs wilayas du pays, représentant les professionnels des industries agroalimentaires ainsi que les producteurs de lait et de fromage, participent au premier Salon national du fromage et dérivés du lait, inauguré lundi après-midi au Palais de la Culture Mohamed-Laïd Al-Khalifa de Constantine.

La cérémonie d'ouverture de cette manifestation, qui se déroulera jusqu'au 14 mai, a été présidée par le wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, en présence des autorités locales et de nombreux professionnels activant dans les domaines de la production fromagère et de la transformation des produits laitiers.

Dans une déclaration en marge de l'événement, le commissaire du salon, Yahia Salami, également dirigeant de l'entreprise privée organisatrice, a souligné que cette initiative visait avant tout à « offrir au consommateur l'opportunité de dé-

couvrir directement les producteurs, entreprises et artisans spécialisés dans la fabrication des fromages, tout en mettant en lumière la richesse et la diversité des spécialités fromagères dont regorge l'Algérie ».

Ce rendez-vous économique ambitionne également de promouvoir la production nationale et de consolider la place des industries agroalimentaires algériennes, à travers la valorisation de la qualité des produits locaux et l'encouragement de l'investissement dans les filières de production fromagère et de transformation laitière.

GUELMA

Mise en service prochaine d'une unité d'oncologie à Bouchegouf

Une unité d'oncologie pertinente de l'établissement public hospitalier (EPH) Brah-mia-Messaoud de Bouchegouf (Guelma) sera « prochainement » mise en service pour améliorer la prise en charge des patients atteints de cancer des communes, situées, à l'Est de cette wilaya, à-t-on informé lundi auprès du directeur cet EPH.

Dans une déclaration à l'APS, M.

Abdelaziz Ghedjati a précisé que les dernières dispositions sont actuellement mises en place dont la formation du personnel médical à l'utilisation des équipements et la préparation du traitement de la chimiothérapie afin d'ouvrir cette unité « dans les très proches délais ».

A terme, cette unité évitera à pas moins de 200 malades des communes de la partie Est de la wilaya de longs déplacements vers l'unité

d'oncologie de l'hôpital Ibn Zahr de Guelma ou le centre anti-cancer d'Annaba pour des consultations ou des séances de chimiothérapie, selon le même responsable.

Dans une première phase, cette unité prendra en charge les malades des communes de Bouchegouf, Medjez Sfa, Oued Cheham, Dahouara, Hammam N'baïl, Oued Fragha, Ain Ben Beida et Béni Mezline qui totalisent une population de

plus de 113.000 habitants, a précisé la même source.

Un nouveau bâtiment disposant de toutes les commodités nécessaires a été réalisé au centre de la commune de Bouchegouf pour accueillir cette unité ainsi qu'un centre de transfusion sanguine.

Cette nouvelle structure sanitaire a été baptisée du nom du défunt moudjahid « Djahel Abdallah ».

R E.

EL BAYADH

Réception prochaine de quatre nouveaux dépôts de stockage des céréales

Quatre nouveaux dépôts de proximité destinés au stockage des céréales devraient être réceptionnés prochainement dans la wilaya d'El Bayadh, dans le cadre des préparatifs engagés pour le lancement de la campagne de moisson-battage, a-t-on appris lundi auprès de la Direction des services agricoles (DSA).

Le directeur du secteur, Dahmane Bengharbi, a indiqué dans une déclaration à l'APS que ces nouvelles infrastructures entrерont en service dans les communes de Boualem, Bougtob et El Kheither, ainsi qu'au niveau de la wilaya déléguée de Labiodh Sidi Cheikh, en prévision du démarrage de la campagne prévu au début du mois de juin prochain.

Ces structures de stockage de proximité, dédiées à une culture stratégique, viendront renforcer deux dépôts déjà réceptionnés dans les communes d'El Mehara et Rogassa, portant ainsi la capacité globale à environ 300.000 quintaux, soit 50.000 quintaux par dépôt.

Dans le même cadre, la campagne de moisson-battage de cette saison devrait couvrir une superficie labourée estimée à plus de 6.700 hectares à travers les différentes zones agricoles de la wilaya, avec des perspectives de production jugées "importantes" pour les différentes variétés de céréales.

Une attention particulière est accordée à la ferme pilote de production de blé dur située dans

la commune de Bougtob, qui s'étend sur 500 hectares, dans le cadre des efforts visant à développer la filière céréalière et renforcer la production nationale.

Pour assurer le bon déroulement de la campagne, plus de 20 moissonneuses-batteuses relevant de la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) et d'opérateurs privés ont été mobilisées.

Par ailleurs, 17 stagiaires ont bénéficié auparavant d'une formation théorique et pratique portant sur la conduite et la maintenance des machines de récolte, ainsi que sur la réparation des pannes, selon la même source.

APS

BEJAÏA

Lancement d'une caravane de sensibilisation contre les feux de forêt

Une caravane de sensibilisation contre les feux de forêt a été lancée lundi à Bejaia pour sensibiliser les citoyens à l'importance de la préservation du patrimoine forestier et aux différents comportements susceptibles de provoquer des incendies durant la saison estivale. Le coup d'envoi de cette caravane qui a pour objectif de sensibiliser les citoyens aux dangers des incendies de forêt, de promouvoir les mesures préventives et d'encourager le signalement rapide de tout départ de feu ou comportement suspect, a été donné par le wali, Kamel Eddine Ker-

bouche. Il a, à cette occasion, insisté sur la nécessité d'une coordination étroite entre les différents intervenants et de la mobilisation de tous les moyens humains et matériels pour protéger les forêts et les ressources naturelles de la wilaya, soulignant que la prévention et la sensibilisation constituant "la première ligne de défense" contre les incendies.

M. Kerbouche a, également, a salué les efforts déployés par les agents de la Protection civile, les services des forêts et l'ensemble des intervenants, appelant les citoyens à faire preuve de responsabilité afin de contribuer à la préservation du

patrimoine forestier.

Étaient présents au lancement de la caravane, des représentants de la Protection civile, organisatrice de cette initiative en coordination avec la Conservation des forêts et le Parc national de Gouraya, ainsi que de plusieurs associations locales activant dans le domaine de la protection de l'environnement.

Dans une première phase, l'opération ciblera les principaux sites touristiques de la wilaya afin de sensibiliser les visiteurs à la préservation du milieu forestier et environnemental.

R E.

LA RELATION SOCIALE, L'ÉCHANGE ET LA PRODUCTION

De l'âge de la défiance à l'âge de la confiance

Le marchandage a gagné toutes les relations sociales, mais l'enrichissement ne passe pas par la production. L'intérêt individuel a gagné toutes les relations, mais les intérêts individuels ne convergent pas. La compétition sociale est centrifuge. Par conséquent, les services publics se dégradent. C'est que l'on a eu tendance à réduire les croyances sociales aux croyances de l'homo-economicus occidental.

1^{ère} partie

Le marché, une institution parmi d'autres

Le marché est une construction sociale, mais pas dans le sens où l'on en serait tout à fait conscient et responsable, mais plutôt dans un sens historique, c'est-à-dire sur une durée qui échappe à la conscience d'une génération, donc plutôt de manière inconsciente et progressive. Comme sont construites les croyances, les normes sociales et les autres institutions sociales. L'expérience les institue. Les institutions forment un continuum, elles se complètent et se concurrencent, évoluent, entrent en accord ou en désaccord pour ce faire. Leur construction par le haut de la société (lois, règlements) peut s'opposer à leur construction par le bas, les individus peuvent posséder des orientations, des dispositions, des aptitudes, une étendue et une profondeur cognitives différentes, consonantes et dissonantes. L'expérience les institue, mais l'expérience n'étant pas pensée, les institutions ne se complètent pas. L'imitation. Nous avons emprunté des institutions aux sociétés performantes, cela n'a pas fait de notre société, comme cela aurait dû l'être, une société performante. La raison est que nous n'avons pas fait de cet emprunt une expérimentation. Nous n'avons donc pas pensé ce que nous avons emprunté et ce que nous en avons fait. Nous ne les avons pas contextualisées quant à leur origine et quant à leur destination. On imite toujours en y mettant du sien. Et de ne pas savoir ce que l'on a mis de soi dans l'imitation, de ne pas savoir ce qui différencie le contexte d'importation du contexte d'exportation, rend le processus d'imitation obscur et malfaisant. Ce n'est qu'en comprenant ce qui a été mis de soi et d'autrui et de leur contexte matériel et culturel dans l'imitation que s'ouvre la voie de la bonne innovation. Car c'est en mettant de soi et de son contexte dans ce qui a été mis d'autrui et de son contexte que germe l'innovation. Alors qu'en ignorant ce que l'on met de soi et de son contexte dans l'imitation, ce sont les travers de soi et de son contexte qui passent dans l'imitation. Ce que l'on met de soi et de son contexte matériel et culturel se découvre au travers de multiples essais, erreurs et corrections. On se défait alors des travers qui affaiblissent et on investit dans les succès qui se renforcent. L'imitation d'une chose fait passer la chose d'un contexte à un autre, ce qui est fait d'elle et ce qu'elle fait dans son contexte d'origine ne sera pas ce qui sera fait d'elle et ce qu'elle fera dans le contexte importateur. Ce que le passeur a fait passer d'un contexte à l'autre, ce que le contexte d'importation fera de

la chose importée, tout cela pourrait rester confondu dans un résultat dont on ne pourra pas expliquer la production. Il ne faut pas séparer radicalement une chose de son contexte, simplement parce que la chose peut en être séparé. Le contexte d'une chose est toujours dans la chose. Produire une chose et oublier la chaîne de production à laquelle elle appartient ne fera pas oublier à la chose son appartenance. L'emprunt appelle d'autres emprunts, comme pour rétablir la chaîne de dépendances de la chose importée et comme pour reproduire son contexte d'origine. Pour ce faire, la société par la production de la chose importée (import-substitution) entretiendra une dépendance au contexte d'exportation ou s'efforcera d'internaliser une part croissante de la chaîne de valeur à laquelle elle appartient. L'apprenti peut rester un apprenti toute sa vie, si ayant toujours besoin de son maître pour achever son travail, il doit indéfiniment l'imiter, pendant que son maître n'aura pas cessé d'innover. L'Europe menacée dans son industrie se prépare à être l'élève des Chinois, elle se prépare à imiter les Chinois, suivant l'exemple chinois en cela. Mais peut-elle vraiment imiter pour innover ? Peut-elle se réformer comme se sont réformés les Chinois ? En Asie de l'Est, l'élève asiatique a dépassé le maître occidental, le contexte asiatique devenant plus favorable à l'innovation que le contexte occidental. « Mettez la Révolution dans la rue, vous la verrez reprise par tout un peuple », disait Larbi Ben Mhidi une fière figure de la Révolution ; on pourrait dire aujourd'hui, « mettez l'innovation dans la rue, vous la verrez reprise par tout un peuple. » La jeunesse a le temps d'apprendre, en elle émerge la volonté de dépasser des maîtres vieillissants. Encore faut-il rappeler les contextes. Leur similitude et leur différence. La jeunesse d'aujourd'hui comme celle des combattants de l'indépendance dispose de l'exemple asiatique, l'hégémonie occidentale est surmontable. Elle a cependant besoin d'un autre contexte que celui d'hier, d'un contexte qui lui permette d'expérimenter largement pour séparer succès et échecs, apprendre des uns comme des autres, révéler les forces et les faiblesses de son milieu physique et culturel. Alors pourrait-elle cesser d'imiter sans fin, pourrait-elle imiter pour innover. Le monde s'accélère, les populations occidentales et d'Asie de l'Est vieillissent. Le triomphe de l'Asie de l'Est apparaît à peine que son déclin pointe déjà. Le sort de l'Afrique dépendra de sa capacité à faire de sa faiblesse, la démographie, une force. L'expérimentation. Expérimenter et instituer, suppose un contexte favorable à

l'innovation. L'imitation et l'innovation doivent être l'une dans l'autre : en imitant, il faut se proposer d'innover. Imiter seulement quand nous pouvons innover, telle devrait être la règle. Car même la transplantation d'un contexte à un autre ne peut aller sans innovation. Il faut innover pour adapter à un contexte que l'on vise à transformer. L'incitation. Mais qu'est-ce qui nous pousse à imiter, à expérimenter et à innover ? C'est d'abord la compétition et les incitations qui l'encouragent. La science économique l'a suffisamment répété, sans concurrence pas d'expérimentation, pas d'innovation. Nous imitons ce à quoi nous voulons être semblables. Nous innovons ce par quoi nous voulons dépasser ce que nous imitons. Reste à savoir ce à quoi nous nous mesurons. La Chine se mesure aux États-Unis, quant à nous, à quoi voudrions-nous nous mesurer, à quoi nous mesurons-nous ? Au fond, nous connaissons la réponse : nous savons à quoi nous voulons nous mesurer, mais à quoi nous mesurons-nous réellement ? Sommes-nous conséquents ? La compétition a besoin d'incitations publiques qui l'orientent et raccordent le court terme et le long terme. Car, comme l'imitation qui doit regarder au-delà d'elle-même, la compétition doit regarder au-delà de ses résultats immédiats. Les subventions comme incitations à la compétition. L'Occident reproche à la Chine ses subventions à la production et à l'exportation. En réalité, la Chine ne subventionne pas la production, elle insufflé une intense compétition interne, individuelle et collective, par des incitations publiques, pour triompher de la compétition mondiale. Les Chinois ne se mesurent entre eux que dans leur compétition avec l'Occident. La compétition externe détermine la compétition interne. Exporter, c'est imiter et innover. Voilà pourquoi le moteur de l'exportation dans la croissance est si important. Les voitures chinoises sont désormais de meilleur prix et de meilleure qualité. La compétition interne est passée dans la compétition externe d'abord par des zones franches et maintenant par des villes entières. Les entreprises chinoises ont livré des guérillas aux entreprises étrangères. Et c'est cette compétition qui viendra à bout des barrières douanières qui seront dressées contre sa production. L'Occident aura pour première réaction de fermer ses marchés à la Chine[1], il perdra alors ses marchés extérieurs. Puis ayant compris, il demandera à la Chine de venir travailler chez lui pour l'imiter et apprendre d'elle afin de ne pas perdre son industrie[2]. Les villes et

les entreprises leaders n'ont pas besoin de subventions au sens classique, les subventions accélèrent la destruction créatrice, l'innovation. Les barrières contre son industrie ne feront que redoubler l'incitation à l'innovation. Et c'est cette incitation que le Parti communiste chinois cultive dans la société par ses subventions.

Contexte de l'échange et préférences sociales

Le contexte des échanges avec l'extérieur. Un taux de change surévalué favorise les importations, il fait que cela coûte moins cher d'acheter que de produire ; mauvaise incitation, il incite à acheter plutôt qu'à produire. La préférence pour la consommation évincera la préférence pour la production. Il incitera à la dépense plutôt qu'à l'épargne : accumuler des biens importés, en faire des actifs spéculatifs est plus avantageux que dépargner et d'investir dans sa propre production. L'import-substitution ne contrecarre pas la propension à importer. Faire de l'import-substitution avec un taux de change surévalué est une contradiction dans les termes. Le contexte ne permet pas la substitution de l'importation par la production. Ce taux de change nous a permis d'importer beaucoup dans l'intention de produire beaucoup. Mais quand nous nous sommes mis à produire, la propension à importer a persisté, alors quelle devait s'estomper. Le taux de change n'a pas évolué avec la capacité de production. L'échec de l'industrialisation a été consacré, l'importation des biens de production s'est interrompue, celle des biens de consommation s'est poursuivie. La propension à importer ou à exporter dépend et ne peut être séparée d'un contexte des échanges la favorisant. L'économie politique marxiste a eu tort de séparer production et échange. La machine que l'on a continué à importer ne fonctionne donc pas de la même manière dans un contexte disposé à produire plutôt qu'à acheter, favorisant la consommation productive, que dans celui d'un contexte disposé à acheter plutôt qu'à produire, favorisant la consommation de productions importées. (A suivre)

Notes

- [1] Rapport 2026 du Haut-Commissariat à la Stratégie et au Plan. L'industrie européenne face au rouleau compresseur chinois. <https://www.strategie-plan.gouv.fr/publications/lindustrie-europeenne-face-au-rouleau-compresseur-chinois>.
[2] Godement François. Relations commerciales Chine-Europe : sortir de l'impasse. <https://www.institutmontaigne.org/expressions/relations-commerciales-chine-europe-sortir-de-limpasse>

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

SOUDAN

La relance de l'agriculture freinée par la guerre au Moyen-Orient

Au Soudan, la relance des activités agricoles pourrait être freinée par la guerre au Moyen-Orient qui provoque la hausse des prix des engrais. Alors que les prix du carburant ont grimpé d'environ 30 %. Dans un pays déchiré par un conflit depuis trois ans, est une double peine. Omer al-Hassan est revenu pour reconstruire sa ferme qu'il a abandonné depuis deux ans en raison de la guerre. Mais il doit se préparer à une saison à prix d'or. "Tout ce qui concerne à l'agriculture a été touché. Même le pain que nous mangeons en a été affecté. Il n'y a plus rien. Le gaz coûtait 130 livres ; j'ai acheté une bonne il y a une semaine et j'apprends maintenant qu'il en coûte 146. Je me demande comment je vais pouvoir m'en procurer. Comment vais-je travailler ? Comment vais-je m'en sortir ? Le marché est le même, mais il n'y a pas de bénéfices. Nous pouvons produire, mais il n'y a pas de bénéfices.", s'interroge-t-il. Face à la donne, les agriculteurs sollicitent l'aide des pouvoirs publics. Mohammed al-Badri, a choisi de réduire l'étendue de son champ. "Nous cultivons moins. On ne peut tout simplement pas faire autrement. Nous avons cultivé la moitié de cette terre et laissé l'autre moitié, pourquoi ? Parce qu'il n'y a pas de capital, nous n'avons pas assez pour semer jusqu'au bout. Nous n'avons semé que d'ici jusqu'à l'avant. Nous cultivons du pourpier, de la roquette, mais rien d'autre. L'essence est devenue chère, il n'y a pas de sel, il y a trop de problèmes." Les agriculteurs innovent face à la hausse des coûts, en matière de semis et d'utilisation d'engrais. Ils cultivent également des plantes moins exigeantes, comme le pourpier et les oignons, dans leur quête de résilience.

Agence

TUNISIE

Joint Oil prépare un appel d'offres pour deux actifs pétrogaziers en mer

Depuis près d'une décennie, la coentreprise tuniso-libyenne Joint Oil recherche des partenaires pour investir dans le développement de certains de ses actifs. La joint-venture n'y est pas encore parvenue en raison de plusieurs défis techniques, notamment.

Joint Oil, coentreprise pétrolière formée de la compagnie pétrolière publique tunisienne Etap et d'Ola Energy Holdings, structure gérant les actifs pétroliers étrangers du Fonds d'investissement libyen, recherche de nouveaux investisseurs pour deux de ses actifs offshore. Selon les informations publiées vendredi 8 mai, la joint-venture a désigné le cabinet américain Moyes & Co pour piloter un cycle d'appel d'offres international visant à attirer de nouveaux partenaires pour soutenir les activités liées à la découverte de Zarat et au bloc d'exploration dit Joint Oil. Chaque actif fait l'objet d'une offre spécifique. Le premier vise le développement de la découverte Zarat, un gisement gazier et pétrolier situé à environ 90 mètres de profondeur, à proximité des ports de Sfax et Zarzis. Le second porte sur l'exploration de nouvelles cibles dans le bloc Joint Oil, un périmètre de 3000 km² couvert par des données sismiques de 6500 km en 2D et 1900 km² en 3D. Les entreprises intéressées et disposant

d'une capacité avérée dans l'exploration et le développement d'actifs pétroliers et gaziers en mer, ont entre le 1er août, date d'ouverture officielle de la procédure, et le 1er décembre 2026, pour soumissionner. Celles retenues seront informées d'ici le 31 janvier 2027, les attributions formelles étant attendues pour le 31 mars 2027.

Un échec récurrent à attirer des investisseurs

Ce processus n'est pas nouveau. Selon le Middle East Economic Survey, un premier appel d'offres avait déjà été lancé fin 2023, notamment pour la découverte Zarat. Mise en évidence dès 1992 par la compagnie américaine Marathon, cette dernière a accueilli deux puits confirmant une colonne d'hydrocarbures de 75 mètres. Un troisième puits, Zarat North-1, foré en 2011, a étendu la découverte sur le bloc Joint Oil. Pourtant, le gisement n'a depuis jamais été développé. En 2012, le régulateur tunisien DGE avait mis en évidence la difficulté à faire en

sorte que le plan de développement du gisement soit conforme aux réglementations tunisiennes et aux normes internationales, en raison de sa teneur élevée en CO₂. Un paramètre technique qui rend les travaux plus complexes et plus coûteux, car le CO₂ corrode les équipements et nécessite des traitements spécifiques. À cela s'est ajoutée l'instabilité des opérateurs successifs. La compagnie PA Resources qui détenait la concession Zarat côté tunisien, avait annoncé son intention de céder ses actifs dès novembre 2015, laissant le projet sans opérateur pendant plusieurs années. Joint Oil travaille depuis 2016 pour attirer de nouveaux investisseurs. Ce cycle d'appel d'offres intervient dans un contexte de déclin prononcé de la production nationale tunisienne. D'après le Bulletin de situation énergétique de l'Observatoire national de l'énergie et des mines publié en février 2025, la production nationale de brut a chuté de 13 % en 2024, tombant à 28 800 barils par jour.

BANQUE DU LIBAN

6,1 milliards versés avec décote

La Banque du Liban a publié lundi un communiqué consacré aux circulaires de base 158 et 166, deux mécanismes qui organisent depuis plusieurs années des retraits encadrés pour les déposants privés de libre accès à leurs comptes. L'institution affirme avoir versé, avec les banques commerciales, 6,109 milliards de dollars jusqu'à la fin de mars 2026. Ce montant confirme l'ampleur des paiements

effectués, mais il rappelle aussi la nature inachevée du dossier : les dépôts restent soumis à des plafonds, à des conditions et à un calendrier imposé. La dépêche de la banque centrale intervient dans un contexte toujours marqué par les restrictions bancaires apparues après octobre 2019. Des centaines de milliers de résidents et de non-résidents n'ont pas retrouvé la libre disposition de

leurs fonds, en particulier ceux libellés en devises étrangères. La Banque du Liban présente donc les circulaires comme un outil d'urgence sociale et économique, dans l'attente d'une réforme bancaire complète. Mais cette solution demeure partielle. Elle permet des remboursements réguliers, sans rétablir le droit normal d'accès aux dépôts. Un mécanisme d'urgence prolongé Dans son communiqué, la Banque du Li-

ban rappelle que la crise bancaire a entraîné des restrictions sur les dépôts et empêché les épargnants de gérer librement leurs avoirs. Elle souligne que cette situation touche aussi bien les résidents que les Libanais de l'étranger. L'institution explique avoir agi dans le cadre de ses prérogatives, en utilisant l'instrument juridique dont elle dispose : les circulaires.

R E.

INDE ET EGYPTE

L'accord d'échange de devises entre entrera en vigueur en 2026

Le volume des échanges commerciaux entre les deux pays s'élève à 6 milliards de dollars. L'ambassadeur d'Inde au Caire, Suresh K. Reddy, a révélé l'entrée en vigueur imminente de l'accord d'échange commercial en monnaies locales (roupie et livre) entre New Delhi et Le Caire, lors d'un entretien accordé à Al-Arabiya Business lundi 11 mai. « Les négociations entre les banques centrales des deux pays ont atteint des stades techniques avancés », a-t-il précisé. Suresh K. Reddy a souligné que cette démarche vise directement à réduire la pression sur les devises étrangères et à faciliter le flux de biens et de services, répondant ainsi aux objectifs de croissance commerciale durable des deux nations. Les accords d'échange commercial en monnaies locales sont des traités bilaté-

raux permettant de régler les transactions (exportations/importations) en devises nationales plutôt qu'en monnaie tierce (généralement le dollar), réduisant ainsi les coûts, les risques de change et la dépendance au dollar. L'ambassadeur a expliqué que cette initiative s'inscrit dans la stratégie du groupe BRICS, dont font partie l'Egypte et l'Inde, visant à réduire la dépendance au dollar dans les transactions bilatérales au profit des monnaies nationales. « Cet accord constitue une application concrète des politiques du groupe, qui aspire à instaurer un système financier plus équilibré, offrant ainsi une plus grande résilience aux économies égyptienne et indienne face aux fluctuations des marchés mondiaux », a-t-il expliqué. Des médias locaux ont indiqué que les discussions sur cet accord ont débuté en 2023. Ce projet inclut également plusieurs autres pays africains et s'inscrit

dans la stratégie d'internationalisation de la roupie indienne.

Les investissements entre l'Egypte et l'Inde

Selon l'ambassadeur, le volume actuel des échanges bilatéraux, qui s'élève à 6 milliards de dollars, ne reflète pas encore le potentiel réel des deux pays, d'autant plus que le commerce mondial de l'Inde dépasse les 1 500 milliards de dollars. Sur le plan des investissements, Suresh K. Reddy a confirmé que les capitaux indiens en Egypte s'élèvent à 5 milliards de dollars, concentrés dans des secteurs stratégiques tels que l'industrie manufacturière, les énergies propres et l'agroalimentaire. Reddy a annoncé que de grands groupes pharmaceutiques indiens envisagent de faire de l'Egypte un hub majeur de pro-

duction et d'exportation vers le continent africain, en tirant parti de la position géographique privilégiée du pays et des accords commerciaux continentaux. « Les discussions de la semaine dernière ont porté sur de nouvelles opportunités d'investissement dans l'agroalimentaire et les énergies propres », a-t-il souligné. Il a ajouté que l'accent est mis sur le secteur manufacturier pour sa forte valeur ajoutée, sa capacité à renforcer l'industrialisation locale et à créer des emplois qualifiés. Il a également révélé que des entreprises indiennes mènent actuellement des études avancées pour l'implantation d'usines de phosphate dans les régions de « Sokhna » et de la « Nouvelle Vallée ». Les détails seront communiqués dès la finalisation des études techniques.

R E.

UN ACCORD STRATÉGIQUE AU CŒUR DES AMBITIONS AFRICAINES

CMA CGM investit 700 millions d’euros au Kenya

A Nairobi, en marge de l’Africa Forward Summit, la signature d’un partenariat stratégique entre le gouvernement kényan et CMA CGM a eu lieu en présence d’Emmanuel Macron et de William Ruto.

Le groupe CMA CGM continue d'accélérer son développement en Afrique. En déplacement à Nairobi, Emmanuel Macron a annoncé, ce dimanche 10 mai, un investissement de 700 millions d'euros au Kenya. Cet accord, conclu avec les autorités kényanes, inclut notamment la construction d'un terminal portuaire à Mombasa capable de recevoir de plus grands porte-conteneurs. Fondé à Marseille, CMA CGM est devenu en quelques décennies l'un des principaux groupes mondiaux de transport maritime et de logistique. Déjà présent dans plusieurs ports africains, le groupe renforce aujourd'hui son implantation sur le continent à travers une stratégie de long terme articulée autour des infrastructures portuaires, de la connectivité régionale et de la décarbonation des chaînes logistiques. Le choix du Kenya n'a rien d'anodin. Première économie d'Afrique de l'Est avec l'Éthiopie, le pays s'est progressivement imposé comme une plateforme commerciale majeure entre l'océan Indien, l'Afrique centrale et les marchés du Golfe et d'Asie. À travers les ports de Mombasa et de Lamu, Nairobi cherche depuis plusieurs années à consolider son rôle de hub régional capa-

ble de connecter les flux commerciaux de l'Ouganda, du Rwanda, du Soudan du Sud ou encore de la République démocratique du Congo. Dans ce contexte, l'accord signé avec CMA CGM vise à explorer plusieurs projets liés au développement des capacités portuaires et logistiques du pays. L'objectif affiché est clair : renforcer la compétitivité du corridor est-africain et accompagner la croissance des échanges maritimes et terrestres dans une région considérée comme l'une des plus dynamiques du continent. Les chiffres traduisent cette transformation progressive. Entre 2019 et 2025, les échanges commerciaux de biens entre la France et l'Afrique sont passés de 52 à 64 milliards d'euros. Surtout, une part croissante des investissements et des échanges français concerne désormais des pays non francophones. Près de 45 % des stocks d'investissements directs français en Afrique seraient aujourd'hui orientés vers ces marchés. Cette diversification s'observe particulièrement en Afrique de l'Est et dans plusieurs grands hubs logistiques du continent. Dans cette nouvelle géographie économique, les infrastructures portuaires occupent une place stratégique. Elles permettent non seulement de fluidifier les

échanges, mais aussi de sécuriser des chaînes d'approvisionnement devenues centrales dans la compétition mondiale.

Ports, corridors, décarbonation, le groupe renforce son maillage africain

C'est dans cette géographie des flux que CMA CGM entend renforcer sa position. Le groupe est aujourd'hui impliqué dans plusieurs infrastructures majeures sur le continent : Lekki au Nigeria, Kribi au Cameroun, Pointe-Noire au Congo, Nador West Med au Maroc ou encore Sokhna en Égypte. À chaque fois, la logique reste similaire : développer des plateformes capables de connecter plus efficacement les marchés africains aux grandes routes commerciales mondiales. Au-delà des ports, le groupe mise également sur l'intégration logistique intérieure à travers sa filiale CEVA Logistics, avec le développement de corridors combinant transport maritime, routier et ferroviaire. Un enjeu devenu crucial dans des régions où les coûts logistiques restent parmi les plus élevés au monde et où la fluidité des échanges demeure un facteur clé de compétitivité.

R E.

LIBERIA

63 millions \$ pour bitumer l’axe reliant Zwedru à la frontière avec la Côte d’Ivoire

Au Liberia, l'amélioration des infrastructures de transport figure parmi les priorités du gouvernement, pour soutenir l'intégration économique et désenclaver les zones agricoles. Le réseau routier demeure toutefois largement insuffisant et peu revêtu. Le ministère libérien des Travaux publics a signé un contrat avec le groupement Consolidated Contractor Offshore SAL & Consolidated Engineering and Trading Co. SAL – Joint Venture (ICCO-CET-JV), pour le bitumage d'un tronçon

routier de 85 km reliant la frontière avec la Côte d'Ivoire à Toe Town, puis à Zwedru, dans le comté de Grand Gedeh. L'infrastructure doit renforcer la connexion entre le sud-est et le centre du pays, tout en soutenant les activités agricoles grâce à l'intensification des échanges commerciaux avec le voisin ivoirien. D'un coût estimé à 63 millions USD, le projet est financé par la Banque mondiale, à travers l'Association internationale de développement (IDA), par le Liberia Development Trust Fund,

ainsi que par le gouvernement libérien. Les travaux, qui devraient s'étendre sur 36 mois, s'inscrivent dans la deuxième phase du Rural Economic Transformation Project II (RETRAP 2), destiné à stimuler l'économie des zones rurales, avec un accent particulier sur l'agriculture, secteur pénalisé par l'insuffisance d'infrastructures routières. Le programme prévoit également un volet de renforcement des échanges transfrontaliers entre le Liberia et la Côte d'Ivoire. Selon les autorités, près de 900

000 agriculteurs et usagers de la route devraient en bénéficier, notamment les ménages ruraux, dans une logique de renforcement de leur résilience économique. L'initiative s'intègre dans la stratégie du gouvernement pour réduire le déficit infrastructurel à travers le plan national de développement 2025-2029, baptisé « Arrest Agenda for Inclusive Development ». Le document souligne que plus de 88 % du réseau routier du pays demeure non revêtu.

R E.

MINI-RÉSEAUX SOLAIRES

Renewvia Solar veut investir 730 millions \$ dans 4 pays africains

En Afrique, le solaire décentralisé monte en puissance depuis quelques années. Portée par la baisse des coûts des technologies, l'essor du paiement mobile et des financements dédiés, cette solution s'impose de plus en plus dans l'électrification rurale, en complément de projets de grande envergure. Renewvia Solar Africa, filiale de la compagnie américaine Renewvia Energy Corp, envisage d'investir 750 millions USD dans des mini-réseaux solaires en Éthiopie, au Rwanda, en République démocratique du Congo et en Ouganda. C'est ce qu'a confié Trey Jarrard, le PDG de l'entreprise, dans un entretien à Bloomberg, le vendredi 8 mai. Cette expansion permettra de desser-

vir quelque 2,1 millions de clients. La compagnie a déjà constitué des succursales dans les 4 pays ciblés, afin de faciliter les premières phases de développement.

Une présence déjà affirmée

Fondée en 2008 à Atlanta, Renewvia s'est déjà déployée au Kenya et au Nigeria, où elle exploite au total 24 mini-réseaux commerciaux, avec des capacités installées variant de 100 kW à 2,5 MW. Elle investit dans des mini-réseaux hybrides (solaire et batteries), puis se rémunère en vendant l'électricité aux ménages, commerces, services publics (écoles, centres de santé, etc.) et petites industries des villages rac-

cordés, sur la base de tarifs au kWh et de paiements mobiles, souvent en « pay-as-you-go ». Renewvia reste propriétaire des actifs, en assure l'exploitation et la maintenance, et cherche à maximiser les usages productifs pour augmenter la consommation et la rentabilité des sites. En dehors de l'expansion annoncée, Bloomberg rapporte que la compagnie cherche parallèlement à mobiliser 45 millions USD de dette concessionnelle de long terme pour renforcer sa présence au Kenya. Ces financements doivent lui permettre d'étendre un réseau « métro-grid » à Kakuma, vaste camp de réfugiés situé dans le nord-ouest du pays, et de développer

une centrale d'énergie renouvelable à Dadaab, ville du comté de Garissa au nord-est.

Un intérêt croissant pour les mini-réseaux

Cette opération est à placer dans le contexte d'engouement actuel pour les mini-réseaux énergétiques en Afrique. Sur le continent, les solutions solaires décentralisées – mini-grids pour villages, micro-réseaux pour petites villes et kits domestiques – gagnent rapidement du terrain et s'imposent comme des options à moindre coût pour électrifier les zones rurales et périurbaines, où l'extension du réseau national reste trop chère ou trop lente.

Synthèse R I.

POUR ACCROÎTRE SES EXPORTATIONS DE CAFÉ L'Ouganda cible la Turquie

En Ouganda, le café est la deuxième source de recettes d'exportation du pays après l'or. Alors que la concurrence s'intensifie sur le marché mondial, Kampala multiplie les initiatives pour diversifier ses débouchés commerciaux et renforcer la visibilité de son café. L'Ouganda veut renforcer sa présence sur le marché turc du café. C'est dans cette optique que le ministère de l'Agriculture a conclu la semaine dernière un partenariat stratégique avec l'entreprise turque Kafe Kavil, active dans l'approvisionnement et la distribution de café, afin de promouvoir les exportations de café ougandais en Turquie et développer de nouvelles opportunités commerciales dans la filière. Selon les informations relayées le 8 mai dernier par les médias locaux, ce partenariat a été présenté officiellement lors d'une séance de dégustation et d'échanges commerciaux organisés à Ankara par l'ambassade d'Ouganda en Turquie et Kafe Kavil. L'événement a réuni des importateurs, torréfacteurs, investisseurs et professionnels du secteur autour des variétés de café Arabica et Robusta produites en Ouganda. « L'Ouganda renforce sa présence sur les marchés émergents du café grâce à des partenariats qui favorisent un engagement direct entre producteurs, acheteurs et consommateurs. Cette collaboration avec Kafe Kavil constitue une étape importante dans l'élargissement de l'accès au marché pour le café ougandais », a déclaré Aacha Mary Orikiriza, Secrétaire permanente adjointe représentant le ministre de l'Agriculture de l'Ouganda. La Turquie apparaît en effet comme un marché en pleine croissance pour le café. Les données compilées sur la plateforme Trade Map montrent par exemple que les importations turques ont plus que doublé en l'espace de 4 ans, passant de 413 millions \$ en 2022 à 909 millions \$ en 2025. Sur ce marché, le Brésil règne en maître, fournissant plus de 60 % de la demande turque à l'importation, suivi par d'autres fournisseurs moins importants comme les Pays-Bas, la Colombie, l'Allemagne, l'Éthiopie ou encore l'Italie. L'Ouganda qui figure déjà dans le top 10 des exportateurs de café, ne représentait que 2 % des importations turques en valeur en 2025. Agence

MOYEN-ORIENT

Les Bourses mondiales perdent leur optimisme, le pétrole poursuit sa hausse

Les marchés mondiaux naviguent à vue mardi dans un contexte de prix de l'énergie élevés et d'impasse diplomatique entre Téhéran et Washington, après des déclarations de Donald Trump sur la fragilité du cessez-le-feu au Moyen-Orient.

Le président Trump a semé le doute sur le cessez-le-feu entre les États-Unis et l'Iran" sur les marchés, explique Jim Reid, économiste à la Deutsche Bank. Le président américain a estimé lundi que le cessez-le-feu était "sous assistance respiratoire" après avoir fustigé la réponse de l'Iran au plan américain visant à mettre fin durablement à la guerre, Téhéran se disant prêt à riposter en cas d'agression. La réponse iranienne à la dernière offre américaine est "à mettre à la poubelle", a jugé Donald Trump. "Ces commentaires sont intervenus alors que la réponse iranienne à la proposition américaine de la semaine dernière aurait exigé une levée du blocus américain et un allègement des sanctions, ainsi que le maintien par l'Iran d'un certain contrôle sur le détroit d'Ormuz", passage stratégique par lequel transitait environ 20% de l'offre mondiale d'hydrocarbures, poursuit M. Reid. Au cours d'un appel téléphonique avec un journaliste de Fox News, Donald Trump a aussi dit lundi qu'il envisageait de relancer son opération de protection des navires pour traverser le détroit d'Ormuz, bloqué par l'Iran depuis l'offensive israélo-américaine du 28 février. Après plus d'un mois de trêve, la voie diplomatique piétine entre Washington et Téhéran, qui s'envoient via le médiateur pakistanais des

propositions pour consolider le cessez-le-feu, sans résultat concluant. La remise en question du cessez-le-feu soutient les prix du pétrole mardi. Vers 07H20 GMT, le Brent de la mer du Nord évoluait à 106 dollars le baril (+1,72%) et le WTI américain à 100,17 dollars (+2,14%). Le patron du géant pétrolier saoudien Aramco a averti que la guerre au Moyen-Orient avait déclenché le "plus grand choc énergétique" jamais connu dans le monde. "Même si le détroit d'Ormuz rouvrait aujourd'hui, il faudrait encore des mois pour que le marché se rééquilibre", a affirmé Amin Nasser, estimant que les marchés pourraient ne retrouver un fonctionnement normal qu'en 2027.

Les Bourses mondiales dans le rouge

Sur les marchés d'actions désormais, "les optimistes (...) commencent peu à peu à manquer d'arguments", observe Andreas Lipkow de CMC Markets. "Les prix de l'énergie restent élevés" et la hausse boursière "dans le secteur des semi-conducteurs est arrivé à un stade très avancé", poursuit-il. En Asie, cette situation "s'est en partie traduite par des prises de bénéfices plus marquées", note M. Lipkow. "Les investisseurs ont notamment appuyé sur le bouton pause pour les valeurs de semi-conducteurs ayant bien pro-

gressé et ont réduit leurs positions." A la Bourse de Séoul, l'indice vedette Kospi a clôturé en forte baisse de 2,29% à 7.643 points, après avoir dégringolé en cours d'échanges d'environ 5%. A la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei a gagné 0,52%. L'indice hongkongais Hang Seng cédait 0,18% dans les derniers échanges asiatiques. Dans les premiers échanges européens, la Bourse de Paris reculait de 0,86%, Francfort de 1,13%, Londres de 1,00% et Milan de 1,41%, les places du Vieux continent étant plus exposées aux prix élevés de l'énergie.

L'inflation américaine dans le viseur

Les nouvelles données sur la hausse des prix aux Etats-Unis, dont l'indice des prix à la consommation (CPI) mardi, puis l'inflation

côté producteurs (PPI) mercredi, seront également au centre de l'attention, "l'inflation étant attendue en hausse en raison du bond des prix de l'énergie", rappelle Ipek Ozkardeskaya, analyste chez Swissquote. "Une publication supérieure aux attentes pourrait raviver les anticipations (de politique monétaire plus restrictive) concernant la Réserve fédérale (Fed), pousser les rendements obligataires à la hausse et peser sur les valorisations des actions", poursuit-elle, "tandis qu'un chiffre plus faible qu'attendu offrirait un soulagement en suggérant que l'inflation alimentée par l'énergie reste contenue". En attendant, le billet vert prenait 0,28% face à l'euro, à 1,1750 dollar pour un euro vers 07H20 GMT. Sur le marché obligataire, le rendement de l'emprunt américain à échéance 10 ans s'établissait à 4,43% contre 4,41% lundi à la clôture.

LES PRINCIPALES BOURSES ÉVOLUENT EN NETTE BAISSÉ L'Europe ouvre dans le rouge

Les principales Bourses européennes évoluent en nette baisse mardi en début de séance, les espoirs d'un accord de paix au Moyen-Orient s'amenuisant après que Donald Trump a déclaré qu'un cessez-le-feu en vigueur entre les deux pays était "sous assistance respiratoire". À Paris, le CAC 40 perd 0,59% à 8.011,52 points vers 07h30 GMT. A Londres, le FTSE 100 cède 1,04% et à Francfort, le Dax de 1,08%. L'indice EuroStoxx 50 est en baisse de 0,84%, le FTSEurofirst 300 de 1,03% et le Stoxx 600 de 0,86%. Le moral est en berne sur les marchés, les actions étant pénalisées, les rendements obligataires en nette progression et le prix du pétrole poursuivant son ascension, après que le locataire de la Maison blanche, mécontent à l'égard de la dernière proposition de Téhéran pour mettre fin au conflit, a exprimé ses doutes quant à l'avenir de la trêve entre les deux pays. Les opérateurs suivent également de près la

crise politique au Royaume-Uni, alors que l'appel lancé par plus de 70 députés travaillistes demandant la démission de Keir Starmer accentue considérablement la pression sur le Premier ministre et fait flamber les rendements de la dette souveraine britannique. À Paris, l'action d'opérateur de satellites SES recule de 1,2% dans des échanges volatils après la publication de ses résultats. Ailleurs en Europe, Thyssenkrupp recule de plus de 4%, le conglomerat allemand ayant revu à la baisse sa prévision de chiffre d'affaires pour 2026. Siemens Energy cède 3,8% après la publication de ses résultats. L'action Bayer progresse de 2,4%, les investisseurs saluant son résultat d'exploitation trimestriel supérieur aux attentes. À Londres, les banques sont particulièrement pénalisées par la situation politique nationale, sans compter les craintes géopolitiques qui pèsent sur l'ensemble du secteur. L'indice Stoxx recule de 2%.

R I.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 11 Mai 2026 Valeur : 13 Mai 2026					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.0446	132.0596
1	EUR	EURO		155.5353	155.5662
1	GBP	POUND STERLING		179.7259	179.7708
100	JPY	JAPANESE YEN		84.0834	84.0983
1	CNY	CHINESE YUAN		19.4303	19.4345
1	CHF	SWISS FRANC		169.7450	169.8079
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		96.5803	96.6125
1	DKK	DANISH KRONE		20.8128	20.8184
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.3073	14.3111
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		14.3427	14.3474
1	AED	UAE DIRHAM		35.9471	35.9630
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.1969	35.2028
1	KWD	KUWAITI DINAR		431.0957	431.2854
1	TND	TUNISIAN DINAR		45.3169	45.7724
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.4534	14.4550
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.8246	20.9313
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3119	3.3223
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		181.6078	181.6078

BOURSE ZURICH

Les pertes s'amenuisent à l'approche de la mi-journée

La Bourse suisse modérat ses pertes initiales mardi en fin de matinée. Les aléas du conflit au Moyen-Orient influaient encore sur le moral des investisseurs, soufflant plutôt le frais ce matin après des déclarations de Donald Trump sur la "fragilité" du cessez-le-feu en cours, mais de manière toujours moins marquée. "Ce à quoi nous assistons aujourd'hui s'apparente à une disparition du potentiel baissier, qui prive les marchés de toute possibilité d'ajustement," prévient Ipek Ozkardeskaya, chez Swissquote. "Les marchés progressent sur de bonnes comme sur de mauvaises nouvelles, espérant des lendemains meilleurs," poursuit l'analyste de l'établissement vaudois. La retenue restait néanmoins de

mise avant le relevé sur l'inflation (CPI) au pays de l'Oncle Sam en avril, dont la publication est agendée pour 14h30 (en Suisse). "Les investisseurs se préparent à un chiffre d'inflation américain potentiellement explosif aujourd'hui, avec un consensus qui anticipe une hausse de 0,6%," souligne John Plassard, chez Cité Gestion.

Prix sortie d'usine en hausse

Dans l'intervalle, les intervenants ont pris connaissance d'un renchérissement stable de 2,9% sur un an outre-Rhin, inchangé par rapport à mars. En Suisse, les prix à la production et à l'importation - indicateur avancé de l'inflation - ont nettement rebondi en avril.

Les observateurs scrutent aussi les préparatifs de la rencontre agendée mercredi entre l'occupant de la Maison Blanche et le président chinois Xi Jinping.

Le SMI affleure à la surface

A 10h45, le Swiss Market Index (SMI) égarait encore 0,08% à 13'090,10 points, après avoir cédé plus de 0,7%. Le Swiss Leader Index (SLI) reculait de 0,22% à 2092,69 points et le Swiss Performance Index (SPI) 0,12% à 18'555,40 points. Un bon tiers des trente principales valorisations se paraient désormais de vert. Les poids lourds Novartis (+0,3%) et Nestlé (+0,5%) étaient passés du bon côté de la barre, au contraire

du bon Roche (-0,1%). La multinationale rhénane a obtenu un marquage de conformité européenne pour un test sanguin de détection d'un des marqueurs de la maladie d'Alzheimer, permettant d'éviter le recours à une ponction de liquide céphalo-rachidien. Le gestionnaire de marques de luxe Richemont (+0,9%) profitait du relèvement de son objectif de cours par Barclays. Le béhémoth bancaire UBS (-0,8%) remontait des tréfonds du classement. La banque aux trois clés a vu Goldman Sachs passer un coup de rabet sur son objectif de cours. Le géant de la souris Logitech (-2,8%) conservait fermement la lanterne rouge.

Swatch en vert

Sur le marché élargi, la porteur Swatch Group (+1,8%) grimpait crânement. L'horloger biennois tient ce jour une assemblée générale annoncée tendue. La société immobilière PSP Swiss Property (-1,4%) affichait fin mars un taux de vacance plus élevé qu'escompté. L'équipementier de laboratoires Tecan s'appréciait de 4,9%, dans le sillage d'un point de situation peu quantifié au sortir de son premier trimestre. Le prestataire de services informatique nuagiques SoftwareOne s'envolait de 7,6%. La consolidation de Crayon a dopé les résultats du groupe nidwaldien sur les trois premiers mois de l'année.

Agence

APRÈS AVOIR GRIMPÉ DE PLUS DE 15% EN MAI

Le prix repère du gaz en France va baisser de presque 5% en juin

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) a annoncé lundi que le prix de référence du gaz allait reculer de 4,8% en juin prochain.

Le prix de référence du gaz va reculer de 4,8% en juin pour une majorité de ménages abonnés, qui verront leur facture diminuer en moyenne de 1,26 euro le mois prochain, a annoncé lundi la Commission de régulation de l'énergie (CRE). Le prix de référence de juin reste près de 10% plus élevé que le prix de référence d'avril, qui ne tenait pas encore compte de la flambée des cours du pétrole et du gaz liée à la guerre au Moyen-Orient, a précisé la CRE, gendarme du secteur. Cette baisse de 4,8%, après une hausse de 15,4% en mai, concernera les 6 millions de ménages ayant souscrit une offre de fournisseur indexée sur ce prix moyen qui varie tous les mois, soit environ 60% des abonnés résidentiels au gaz. Depuis la disparition des prix réglementés du prix du gaz, le "prix repère de vente de gaz (PRVG)" constitue une sorte de boussole du marché qui aide les fournisseurs à fixer le montant de leurs offres et les consommateurs, à les comparer. Il passera à 152,86 euros du mégawattheure TTC en juin contre 160,54 EUR/MWh TTC au 1er mai. En re-



vanche, les 40% d'abonnés ayant souscrit à une offre à prix fixe ne sont de fait "pas concernés" par cette évolution.

Le TTF a pris près de 42% depuis le début de la guerre

Elle est la "conséquence d'une baisse des prix sur les marchés du gaz au mois d'avril comparativement à mars (mois pendant lequel les prix avaient significativement augmenté en raison du conflit au Moyen-Orient)", a précisé la CRE. Ainsi, "seule la part approvisionnement évolue au 1er juin 2026", qui représente l'une des trois composantes de la facture à côté des taxes et des coûts d'acheminement. Le calcul de la part "approvisionnement" est réalisé principalement à partir d'une moyenne de prix de marchés moyens constatés mensuellement un mois avant la date où le gaz commence à être livré, soit pour juin 2026, ceux d'avril. Or en avril, dans des marchés volatils suspendus aux évolutions du conflit, le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne du prix du gaz, avait perdu environ 9,4% sur un mois.

R.I./Agence

SUÈDE

La banque centrale maintient ses taux mais craint une reprise de l'inflation

La Sveriges Riksbank a décidé jeudi de maintenir son taux directeur à 1,75 %, conformément aux attentes des marchés financiers. Si l'institution estime que l'économie suédoise reste globalement stable, elle reconnaît toutefois que les tensions géopolitiques au Moyen-Orient augmentent désormais les risques de retour de l'inflation, notamment à travers les prix de l'énergie.

Un taux directeur maintenu à 1,75 %

La banque centrale suédoise n'a donc pas modifié sa politique monétaire lors de cette réunion. Le maintien du taux directeur à 1,75 % reflète la volonté des autorités monétaires de préserver l'équilibre entre soutien à l'économie et contrôle de l'inflation. Cette décision était largement anticipée par les investisseurs après plusieurs mois de stabilisation progres-

sive de l'inflation dans les pays nordiques et en Europe.

Le Moyen-Orient ravive les inquiétudes inflationnistes

Même si les prix à la consommation ont montré des signes d'amélioration ces derniers mois, la banque centrale estime que le conflit au Moyen-Orient change partiellement les perspectives économiques. La guerre dans la

région a provoqué une forte volatilité des prix du pétrole et des matières premières énergétiques. Toute perturbation prolongée dans le détroit d'Ormuz pourrait entraîner une nouvelle hausse des coûts de l'énergie, avec des répercussions directes sur l'inflation mondiale. La Riksbank reconnaît ainsi que "le risque d'une inflation plus élevée s'est quelque peu accru" en raison de cette situation géopolitique.

R.I.

DROITS DE DOUANE

La Chine réplique fermement et veut interdire les livraisons de Boeing

Rappée par des droits de douane de 145% imposés par les Etats-Unis, la Chine a exhorté Donald Trump d'«annuler complètement» les droits réciproques, ce qu'il n'entend pas faire pour le moment. En réponse, Pékin aurait ordonné à ses compagnies aériennes de refuser les livraisons de Boeing. Nouvel épisode dans la guerre commerciale que se livrent les Etats-Unis et la Chine. Depuis ses premières annonces de taxes douanières le 2 avril, Donald Trump n'a eu de cesse d'augmenter celles visant la Chine, jusqu'à ce que les exportations chinoises vers les Etats-Unis soient soumises à une

taxe de 145%. Si Donald Trump a rétrogradé dans un premier temps en retirant les taxes sur les ordinateurs et les smartphones, produits essentiellement en Chine, il a finalement décidé de les maintenir lundi 14 avril, mais à hauteur de 20%. Depuis, Pékin demande expressément au président américain d'«annuler complètement» les droits réciproques, mais ne semble pas entendre. Résultat, selon le Guardian qui cite une information de Bloomberg, la Chine aurait demandé à toutes ses compagnies aériennes de suspendre les livraisons de Boeing et de ne plus prendre de nouvelles commandes. La Chine évaluerait par la même oc-

casion des alternatives pour ses compagnies qui louent des avions à l'avionneur américain. Une information importante alors qu'environ dix Boeing 787 Max devaient rejoindre des compagnies chinoises dans les jours à venir. Parmi ces avions, seuls ceux dont les formalités de paiement ont été effectuées avant l'entrée en vigueur des droits de douane seraient autorisés à entrer sur le sol chinois. Une très mauvaise nouvelle pour Boeing, d'autant que Donald Trump a confirmé sur son réseau social Truth Social ce mardi que la Chine s'était «rétractée sur un énorme contrat».

Agence

ETATS UNIS

Donald Trump veut doubler la production de noyaux de plutonium

Selon une note de l'administration nationale de la sécurité nucléaire, les États-Unis ont pour projet de doubler leur production de noyaux de plutonium. La course aux armes nucléaires est-elle en passe d'être relancée par les États-Unis? C'est la crainte émise par le groupe d'Étude de Los Alamos, un think tank indépendant étudiant les politiques nucléaires. Ces derniers ont fait fuiter une note de l'admini-

nistration nationale de la sécurité nucléaire (NNSA). Dans celle-ci, signée par Dave Beck, administrateur adjoint de la NNSA chargé des programmes de défense, il est évoqué des "modifications à court terme à l'usine de plutonium n° 4 du Laboratoire national de Los Alamos afin d'atteindre un rythme de production soutenu d'au moins 60 noyaux par an", contre 30 aujourd'hui. En clair, l'administration

Trump envisage de doubler sa production de noyaux de plutonium. "Pour garantir la suprématie continue de la dissuasion américaine, nous devons accélérer d'urgence la modernisation de l'arsenal nucléaire et la revitalisation des installations et infrastructures qui y sont associées", insiste Dave Beck. C'est l'implosion d'un noyau de plutonium qui déclenche une réaction en chaîne entraînant l'explosion d'une arme

nucléaire. Raison pour laquelle le projet d'augmenter la production de noyaux de plutoniums peut être interprété comme un signe avant-coureur de la fabrique de nouvelles armes nucléaires.

Un stock déjà important aux États-Unis

Le projet de budget de Donald Trump pour 2027 prévoit aussi d'allouer davantage de financements à la produc-

tion de plutonium. "Ce nouveau budget correspond en réalité à une nouvelle impulsion donnée à l'accélération de tous les processus au sein du complexe nucléaire, une priorité de plus en plus soulignée par cette administration", analyse auprès de 404 Media Dylan Spaulding, scientifique principal au sein du Programme de sécurité mondiale de l'Union des scientifiques concernés.

Agence

SELON SON PREMIER MINISTRE La Hongrie touchera "bientôt" les fonds européens

Le Premier ministre hongrois élu a salué des réunions "productives" à Bruxelles, alors qu'il s'efforce de débloquer des milliards d'euros de fonds européens avant la date butoir de l'été. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, s'engage à poursuivre la collaboration. Le Premier ministre élu Péter Magyar a déclaré que les fonds de l'UE pourraient bientôt être débloqués pour la Hongrie à la suite d'une série de réunions de haut niveau à Bruxelles mercredi. Péter Magyar a rencontré la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, lors de leurs premiers entretiens directs depuis sa victoire électorale le 12 avril. Ils ont discuté des mesures à prendre pour débloquer des milliards d'euros de fonds européens actuellement gelés en raison de préoccupations liées à la corruption et à l'État de droit. La Hongrie risque de perdre environ 10 milliards d'euros de fonds post-pandémie destinés à soutenir son économie, à moins que le Premier ministre élu ne parvienne à un accord avant la date limite du mois d'août. Péter Magyar retournera à Bruxelles pour une visite officielle le 25 mai, une fois qu'il aura pris ses fonctions. Le pays est également le seul État membre de l'UE à attendre l'approbation de son plan de défense à grande échelle, connu sous le nom de SAFE, qui serait financé par des prêts européens à faible taux d'intérêt accordés par la Commission européenne pour un montant d'environ 16 milliards d'euros. Il semblerait que Bruxelles ait attendu le résultat des élections générales avant de prendre une décision.

Agence

Apple plancherait sur un iPhone spatial avec écran holographique

Et si l'iPhone finissait par afficher des images en relief, visibles sans lunettes ? L'idée circule déjà dans certaines discussions de la chaîne d'approvisionnement, mais elle reste pour l'heure cantonnée aux fuites et aux travaux de recherche.

L'idée d'un iPhone à affichage holographique a récemment fait surface à travers de nouvelles affirmations publiées sur X par le leaker connu sous le nom de Schrödinger. Selon des captures de messages partagées par ce compte, Samsung travaillerait sur une technologie d'écran susceptible d'être utilisée, à terme, dans un hypothétique « iPhone spatial ». Pour l'heure, aucune information ne permet cependant d'établir l'existence d'un tel produit chez Apple.

Un écran holographique encore au stade de la recherche

Le composant évoqué serait désigné en interne sous les noms de code « MH1 » ou « H1 ». Contrairement aux anciens écrans 3D sans lunettes, souvent limités par une perte de qualité d'image, cette technologie reposerait sur un suivi avancé des yeux et sur un système de redirection de la lumière. L'objectif serait de créer une impression de profondeur directement depuis la dalle, sans accessoire supplémentaire.

D'après les informations relayées par Schrödinger, l'écran intégrerait une couche holographique nano-structurée dans l'empilement AMOLED. Certains effets visuels pourraient ainsi sembler flotter au-dessus de la surface en verre. Un algorithme breveté permettrait aussi de modifier la perspective lorsque l'utilisateur incline l'appareil, au point d'observer certains objets sous différents angles dans une vidéo. Le leaker décrit ce rendu comme une « rotation à 360 degrés ».

Samsung disposerait ici d'un avantage industriel puisqu'il fournit déjà des dalles OLED pour les iPhone. Le groupe sud-coréen mène par ailleurs des travaux sur l'holographie depuis plusieurs années via son Advanced Institute of Technology. En 2020, celui-ci avait publié une étude portant sur un dispositif destiné à élargir for-



tement l'angle de vision de vidéos holographiques. Le prototype mentionné mesurerait environ 1 cm d'épaisseur et affichait de la vidéo holographique en 4K à 30 images par seconde.

Apple déjà intéressée par la 3D sans lunettes

Les messages attribués à Schrödinger indiquent que le projet MH1 resterait en « phase 1 » de recherche et développement. Le compte évoque un horizon autour de 2030 pour l'arrivée plus large de smartphones holographiques. Il affirme également que « Samsung n'est pas seul » à vouloir commercialiser un tel appareil, en citant des rumeurs de chaîne d'approvisionnement autour d'un « iPhone spatial ». Apple n'en serait pas à sa première exploration dans ce domaine. En 2008, la société avait déposé une demande de brevet liée à un affichage autostéréoscopique sans lunettes, capable de suivre la position du spectateur. En 2014, des rumeurs avaient déjà évoqué un iPhone doté d'un écran 3D

sans lunettes, tandis qu'un brevet accordé à Apple décrivait un « dispositif d'affichage holographique interactif » fondé sur des lasers, des micro-lentilles et des capteurs.

Ces pistes n'ont jamais débouché sur un iPhone commercialisé avec écran holographique. Plus récemment, John Ternus, vice-président senior de l'ingénierie matérielle chez Apple et futur CEO, a toutefois déclaré que la fusion du monde numérique et du monde physique était « inévitable », tout en estimant que l'information spatiale en était encore à ses débuts. À ce stade, et vous l'aurez bien compris, l'hypothèse d'un iPhone spatial repose sur des fuites et des discussions encore non confirmées. Le sujet montre surtout que Samsung et Apple continuent d'être associés, chacun à sa manière, aux recherches sur les écrans holographiques pour les appareils mobiles. Reste désormais à voir si ces travaux dépasseront un jour le stade du laboratoire pour trouver leur place dans un produit grand public.

LE MONSTRE DE 122 MÈTRES VA RUGIR À NOUVEAU Starship est assemblée et sur le pas de tir

Après plus de six mois clouée au sol, Starship s'apprête à reprendre les airs. Et cette fois, tout indique que le compte à rebours est lancé pour de bon : les enjeux de ce prochain essai sont tout simplement colossaux. SpaceX viserait désormais le 15 mai pour le douzième vol d'essai de Starship. Et pour marquer l'occasion, l'entreprise d'Elon Musk a partagé des images de sa mégafusée entièrement assemblée sur le pas de tir de Starbase, au Texas : le vaisseau Starship juché sur son booster Super Heavy, pour un ensemble qui culmine à 122 mètres de hauteur. Un monstre de puissance plus que jamais attendu au tournant.

Starship est prête

Le 7 mai dernier, SpaceX a réalisé un test statique complet du booster Super Heavy V3, avec les 33 moteurs Raptor allumés simultanément pendant 14 secondes, à pleine puissance et pleine durée. Une première réussie pour cette nouvelle génération du lanceur, les deux tentatives précédentes, en mars et avril, s'étant soldées par des arrêts prématurés en raison de problèmes avec les équipements au sol. Comme les tests qui l'ont précédé, le vol 12 sera suborbital : Starship suivra une trajectoire en cloche avant de retomber. Un format d'essai qui permet à SpaceX de continuer à tester et valider les systèmes du véhicule dans des conditions réelles, avant d'envisager des vols orbitaux complets.

SpaceX ne doit pas se loupier

Cette fois, il y a peu de place pour l'erreur. Car, on le rappelle, Starship doit servir d'alunisseur dans le programme Artemis de la NASA, et la pression est maximale alors que Blue Origin accélère sur son propre vaisseau, Blue Moon. La mégafusée est censée réaliser une mission de démonstration d'amarrage en orbite dès l'année prochaine, avant de transporter des astronautes sur la Lune en 2028. De même, Starship est indispensable au lancement de la prochaine génération de satellites Starlink, et joue un rôle central dans les projets de data centers orbitaux, nouvel objectif de SpaceX. L'enjeu est surtout considérable sur le plan financier, le géant spatial préparant une introduction en Bourse historique : chaque vol raté pèse sur sa crédibilité à atteindre ses objectifs sur le court et moyen terme.

Brèves

Le cloud souverain impossible à moins d'être chinois ou US

À l'heure où les fournisseurs cloud français - et plus globalement européens - se vantent presque chacun leur tour de disposer d'offres de cloud souverain, le Gartner met les pieds dans le plat. Selon Douglas Toombs, analyste et vice-président au sein du cabinet d'études, il n'est en effet tout simplement pas possible d'exploiter un cloud totalement souverain (allant du matériel aux logiciels) si l'on n'est pas chinois ou américain. Une analyse qui n'est pas sans rappeler celle de la Cour des comptes sur la dépendance numérique qui évoquait la bataille perdue dans le domaine du matériel et des logiciels. L'analyste de

Gartner a évoqué dans la conférence suivie par notre confrère The Register les vaines tentatives françaises dans le cloud souverain à savoir Numergy et Cloudwatt issus du projet Andromède.

AMD confie la production de ses puces 2 nm à Samsung

Face à l'explosion de la demande mondiale en processeurs et mémoire et aux goulets d'étranglement qui en résultent, AMD s'apprête à confier à Samsung Electronics la fabrication de ses prochaines puces 2 nm. Les deux groupes ont engagé des discussions substantielles portant sur un contrat de fonderie, AMD ciblant en particulier le procédé SF2P, la variante haute performance du nœud 2 nm du sud-

coréen. Cette technologie apporte selon ce dernier des gains de 12% en performances et de 25% en efficacité énergétique par rapport au 3 nm. Ce partenariat permettrait à AMD de diversifier ses sources de production au-delà de TSMC, tout en offrant à Samsung Foundry un client de premier plan pour relancer sa division semiconducteurs face à son rival taïwanais.

Des API Windows 95 toujours au cœur de Windows 11

Windows 11 repose encore sur du code datant des années 1990. Mark Russinovich, directeur technique de Microsoft Azure et à l'origine de la suite Sysinternals, l'a récemment reconnu

publiquement dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux. À chaque clic droit sur un fichier ou au lancement d'une application de bureau, Windows 11 exécute du code issu de l'API Win32, dont les fondations remontent à Windows 95. M. Russinovich admet qu'à l'époque, personne n'aurait imaginé que cette API serait encore incontournable en 2026 : « Nous pensions aux voitures volantes et aux stations lunaires, pas à Win32. » Microsoft a pourtant tenté de moderniser cette couche logicielle, notamment avec WinRT, sans succès. La robustesse de Win32 tient à son rôle de socle fondamental sur lequel des milliers d'applications et d'écosystèmes entiers ont été construits au fil des décennies, le rendant quasiment impossible à abandonner.

Opel va fabriquer un nouveau SUV électrique en Espagne

Ce n'est plus un secret, Opel prépare un nouveau SUV électrique compact qui sera produit en Espagne, à partir de 2028. Mais contrairement aux précédentes productions qui étaient communes avec des plateformes Peugeot, entre autres, la marque à l'éclair se tourne cette fois vers un partenaire nouvellement intégré au groupe : le chinois Leapmotor. Opel veut en faire un produit à part entière, avec son propre style, une mise au point spécifique et une interface dédiée, tout en profitant de la rapidité de développement et de la structure de coûts de Leapmotor.



Le futur SUV électrique compact d'Opel reposera sans doute sur la base technique du Leapmotor B10, ce qui en fera la première Opel développée sur une architecture chinoise dans le cadre de l'alliance entre Stellantis et Leapmotor. Cette particularité est centrale car derrière ce futur modèle placé entre le Frontera et le Grandland, le groupe franco-italo-américain cherche surtout à accélérer, réduire ses coûts et répondre à la pression des constructeurs chinois sur l'électrique abordable.

Un SUV Opel sur base Leapmotor, un simple rebadgeage ?

Cette annonce confirme ce que beaucoup pressentaient déjà. La coopération entre Stellantis et Leapmotor ne se limitera pas à importer des modèles chinois en Europe : elle va désormais irriguer directement les marques historiques du groupe. Le futur modèle Opel sera l'un des projets les plus symboliques de cette nouvelle phase. Il mesurera environ 4,50 m de long et viendra s'insérer dans la gamme entre le Frontera et le Grandland. Son positionnement sera donc celui d'un SUV compact familial, un segment encore porteur en Europe. Opel occupe déjà une partie de cet espace avec le Mokka, le Frontera et le Grandland, mais Florian Huettl, le patron d'Opel, estime qu'il reste un créneau à couvrir autour de ce gabarit, face à des modèles comme le Volkswagen Tiguan ou le Skoda Elroq. Pour le moment le nom définitif n'a pas

encore été annoncé, mais Opel assure qu'il a déjà été choisi et que la marque veut puiser dans sa propre histoire pour trouver une appellation adaptée, comme elle l'a déjà fait avec le Frontera. Techniquement, ce SUV devrait reprendre les composants principaux d'une architecture Leapmotor existante, très probablement celle du B10. Mais Opel insiste sur un point : il ne s'agira pas d'un simple modèle chinois rebadgé avec un éclair sur la calandre. La marque allemande prendra en charge le design extérieur, l'habitacle, l'expérience à bord, les réglages châssis, la direction, le bruit, l'isolation, les sièges et l'éclairage. L'interface d'infodivertissement sera également propre à Opel, avec un choix qui fera plaisir à beaucoup d'automobilistes européens : certaines commandes resteront physiques.

Leapmotor apporte la vitesse et le coût, Opel l'identité de marque

Pour Opel, l'intérêt de ce partenariat est clairement industriel et commercial. Leapmotor développe vite, produit beaucoup de ses composants en interne et maîtrise une architecture électrique pensée pour réduire les coûts. La marque chinoise fabrique environ 65 % des pièces utilisées dans ses propres véhicules, un niveau d'intégration qui lui permet de tenir des prix agressifs. Opel, de son côté, apportera son expertise européenne en matière de comportement routier, de présentation, de qualité perçue et d'adaptation aux attentes locales. Pour Opel, l'idée serait d'utiliser les pro-

cessus de développement chinois les plus rapides, les plus numériques, tout en conservant une séparation claire des responsabilités. « Le partenariat avec Leapmotor devrait permettre d'atteindre un temps de développement inférieur à deux ans », a ajouté Florian Huettl.

En outre, cette nouvelle approche dit aussi quelque chose sur le moment que traverse Stellantis. Le groupe sait que l'électrique abordable devient un problème central. Les modèles chinois ont fait exploser la pression sur les prix, tandis que les clients européens restent sensibles au coût d'achat. En utilisant la base Leapmotor, Opel peut espérer proposer un SUV électrique plus compétitif sans repartir d'une feuille blanche.

L'Espagne comme pivot industriel majeur

Selon les informations recueillies la production pourrait se faire à Figueruelas, près de Saragosse, un site historique pour Opel. L'usine, ouverte en 1982, a notamment produit plus de 10 millions de Corsa et assemble aujourd'hui les Peugeot 208, Lancia Ypsilon et Opel Corsa. Elle devrait accueillir une nouvelle ligne dédiée à la production du futur SUV Opel et du Leapmotor B10, dont la fabrication pourrait commencer dès cette année pour le second et 2028 pour le premier.

Figueruelas n'est pas le seul site concerné. L'usine madrilène de Villaverde, où est actuellement produite la Citroën C4, pourrait elle aussi basculer dans l'orbite Leapmotor.

Un autre élément pourrait peser lourd : Leapmotor Energy prévoit d'ouvrir une usine de batteries à Saragosse, avec une capacité d'environ 100 000 packs par an. Si cela se confirme, une grande partie de la valeur du futur SUV pourrait être localisée en Europe. Ce point est essentiel pour contourner les droits de douane, répondre aux futures règles d'origine européennes et rendre les véhicules éligibles à certaines aides à l'achat.

Leapmotor, une croissance insolente en Europe

Pour rappel, Stellantis a pris environ 21 % du capital de Leapmotor en 2023. Dans la foulée, les deux groupes ont créé Leapmotor International, une co-entreprise contrôlée à 51 % par Stellantis, chargée de commercialiser les modèles Leapmotor hors de Chine. Cette structure a déjà lancé les T03 et C10 en Europe.

En 2025, Leapmotor International a vendu plus de 40 000 véhicules en Europe et constitué plus de 850 points de vente et de service. Au premier trimestre 2026, Leapmotor est devenu le constructeur chinois à la plus forte croissance en Europe, avec 11 248 véhicules écoulés, soit une progression de 759 % selon NGC-Dataforce sur les marchés UE, Royaume-Uni et AELE. La petite T03 a représenté plus de la moitié des volumes, avec 6 792 unités, au point de se classer neuvième des ventes électriques en Europe, devant tous les modèles électriques des marques Stellantis.

Mots fléchés

Mise au monde	↓	Flétris-sures	↓	Hérétique	↓	Pingre	Lettre grecque	↓	État d'un poivrot	Nombre	↓	Conduites	↓
Champignon	→	Naja	↓				Crétinisé	↓				Hymne	
	↓												
Unit la tête au tronc	→			Nanti	→					Longue période	→		
Modération	↓									Auteur de rumeur	↓		
	↓							Inspection nocturne	→				
								Submerger	↓				
Commune basque	→			Prénom masculin		Colorée	→						
Maladie infantile	↓					Possessif	↓						
	↓									Pays de cognac		Roues à gorge	
Le sauveur		Lettre grecque	→				Petite sainte	→					Sur une plaque minérale espagnole
	↓	Aigret	↓				Prénom masculin	↓			Vase funéraire		
						Renommées	→						
						Diode	↓						
Parfum animal	→				Monnaie bulgare	→			Linceul	→			
Passionné	↓								Prénom de la chanteuse Ketty	↓			
				Engendrons	→								Sereines
				La plus belle chose	↓								
Vigueur	→				Trouble mental	→						Câble	
Assujetti	↓				Instables	↓							
						Barde	Archives télévisuelles	→			Arrose Turin	→	
											Imaginaire	↓	
Créateur de Titeuf	Il peut-être libre	Se trouvera	→				Avares	→					
	↓						L'Irlande	↓					
			Engrais organique	→				Homme de main	Commencement	→			
									Fidèle	↓			
Attribut d'un oiseau		Marches	→							Plante herbacée	→		
		Siège à dossier	↓							Isolées	↓		
			Dispendieuse	→								Laie	
			Décontractions	↓									
Côté le plus étroit d'une planche	→					Musardées	→						Évêché normand
Soutien	↓					Femelle d'un rongeur	↓						
				Erbium	→		Amorphes	→					
							Fatigué	↓					
Morceau de choix	→			Souillé	→				Soleil divin		Néon	→	
Perdant anglais	↓										Lettres pieuses	↓	
					Tantale	→		Revenu périodique	→				
Natifs	→			Repassés au tamis	→								

PÉTROLE

Le Brent en hausse à plus de 107 dollars

Les cours du pétrole sont en hausse mardi, la perspective d'un déblocage rapide de la situation dans le Golfe et le Moyen-Orient s'éloignant d'avantage. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, prenait 2,99% à 107,33 dollars (vers 09H40 GMT). Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en juin, grimpaient de 3,44% à 101,44 dollars.



ACCIDENTS DE LA ROUTE
30 morts et 1593
blessés en une
semaine

Trente (30) personnes sont décédées et 1593 autres ont été blessées dans 1329 accidents de la route survenus durant la période du 3 au 9 mai courant, dans plusieurs wilayas, indique, mardi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tiaret, avec 4 morts et 50 blessés, suite à 22 accidents de la circulation, précise la même source. Durant la même période, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 547 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (53 incendies), Oran (38) et Blida (25).

INDUSTRIE
PHARMACEUTIQUE
Le ministre souligne la
nécessité d'un
approvisionnement
régulier du marché en
médicaments

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a reçu, mardi à Alger, nombre d'opérateurs économiques dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, auxquels il a souligné la nécessité d'assurer un approvisionnement régulier du marché en médicaments, indique un communiqué du ministère. M. Kouidri a donné, lors de cette rencontre, "un ensemble d'orientations visant à assurer un approvisionnement régulier du marché national en différents médicaments, tout en soulignant l'importance de renforcer la coordination entre différents acteurs et de veiller à assurer la disponibilité des produits pharmaceutiques en quantités suffisantes, afin de répondre aux besoins des citoyens et préserver la stabilité du marché national", précise le communiqué. La rencontre qui s'est déroulée en présence du président de l'Union nationale des opérateurs de la pharmacie (UNOP), Abderrahim Zohir Nadir et du vice-président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Abdelouahed Kerrar, a été l'occasion d'examiner les préoccupations des professionnels et des opérateurs économiques, ajoute le communiqué.

APS

MALGRÉ LES GRANDS TROUBLES GÉOPOLITIQUES QUE CONNAÎT LE MONDE

Chanegriha: «L'Algérie demeure forte
et résiliente»

Dans le cadre du suivi de l'exécution du programme de préparation au combat 2025/2026 à travers l'ensemble des Régions Militaires, Monsieur le Général d'Armée Saïd CHANEGRIHA, Ministre Délégué auprès du Ministre de la Défense Nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée Nationale Populaire, effectue, depuis hier une visite de travail et d'inspection en 3ème Région Militaire.

Lors de sa rencontre avec les cadres et les personnels de la Région, le Général d'Armée a prononcé une allocution d'orientation, dans laquelle il a souligné que, malgré les grands troubles géopolitiques que connaît le monde, l'Algérie demeure forte et résiliente face à leurs effets dévastateurs, et ce, grâce à trois facteurs clés : « Le monde est aujourd'hui confronté à un contexte d'instabilité géopolitique aigue, qui engendre des conséquences économiques préoccupantes pour la plupart des pays, notamment en raison de la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales. L'inflation et la récession sont désormais les signes prédominants dans un paysage économique mondial inédit, de par son ampleur et sa portée géopolitique.

Malgré ces troubles, l'Algérie demeure résiliente face à leurs effets dévastateurs, grâce à trois éléments clés. Le premier étant la résilience économique, qui se renforce par les grands projets réalisés, à l'instar du projet de voie ferrée reliant Béchar et Gara Djebilet à Tindouf. Loin de constituer de simples investissements conjoncturels, ces réalisations contribueront à façonner un modèle de développement capable d'absorber les chocs, de conférer une immunité économique nationale et de contribuer à la montée stratégique de notre pays. Quant au deuxième élément, il concerne la cohésion sociale et l'unité de notre front intérieur, qui se consolide davan-

tage, grâce à la prise de conscience croissante de notre peuple dans toute sa diversité, ainsi qu'à l'engagement de nos élites nationales, qui comprennent parfaitement les motivations et les enjeux des complots visant à perturber le processus de développement multidimensionnel que notre pays a entrepris ces dernières années. Le troisième facteur clé concerne la préparation et la vigilance permanentes de nos Forces Armées, qui représentent la pierre angulaire de cette résilience et de cette force stratégique unique. En effet, ces forces ne se limitent pas à assurer la sécurité de notre territoire national, mais contribuent également à la promotion de l'image d'un Etat fort et sûr dans un environnement instable. Cela est confirmé par la confiance croissante de nos partenaires étrangers, comme en témoignent les visites fréquentes des hauts responsables militaires et politiques des différents pays amis, plaçant notre pays au premier plan de l'agenda des acteurs régionaux et internationaux ». Le Général d'Armée a souligné que cette dynamique ascendante des réalisations n'est pas seulement le résultat d'un pan important de l'histoire contemporaine de

notre pays, mais représente également un investissement stratégique dans la « résilience globale », garante d'une présence active dans un monde en pleine transformation. « Par conséquent, cette dynamique ascendante des réalisations, portée par les efforts des hommes loyaux au sein de toutes les institutions de l'Etat, sous la conduite éclairée de Monsieur Abdelmadjid TEBBOUNE, Président de la République, Chef Suprême des Forces Armées, Ministre de la Défense Nationale, n'est pas seulement le bilan d'un pan important de l'histoire contemporaine de notre pays, mais représente également un investissement stratégique dans la « résilience globale », garante d'une présence active dans un monde en pleine transformation ». Au terme de cette rencontre, Monsieur le Général d'Armée a écouté les interventions et les préoccupations des personnels de la 3ème Région Militaire, qui ont exprimé leur volonté de poursuivre les efforts en vue d'accomplir au mieux les missions assignées, notamment en matière de sécurisation des frontières et de protection du territoire national contre tous les fléaux et les éventuelles menaces.

Synthèse R N.

HYDRAULIQUE

La ressource humaine
est «un pilier fondamental»
pour l'amélioration du service public

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a souligné, mardi à Alger, que la ressource humaine est "un pilier fondamental" pour l'amélioration du service public et le développement de la performance du secteur de l'hydraulique, insistant sur l'importance de poursuivre le dialogue et la concertation avec les travailleurs et les partenaires sociaux, indique un communiqué du ministère. Lors de sa participation à l'ouverture des travaux de la deuxième Conférence de la Fédération des travailleurs de l'hydraulique, le ministre a précisé

que la stratégie du secteur "repose essentiellement sur la ressource humaine", saluant les efforts déployés par les travailleurs à travers les différents établissements et organismes relevant du secteur de l'hydraulique. Tout en demeurant à l'écoute des préoccupations et revendications des travailleurs, le ministre a exprimé son engagement à œuvrer à l'amélioration de leurs conditions socioprofessionnelles, à même de contribuer au renforcement de la stabilité du secteur et à l'amélioration de ses performances.

APS

